

MINISTERE DE L'ENERGIE

**SOCIETE NATIONALE D'ELECTRICITE
(SENELEC)**

**REVUE DE LA CONFORMITE DE LA
PASSATION DES MARCHES AU TITRE
DE LA GESTION 2008 - LOT 1**

RAPPORT DEFINITIF

DECEMBRE 2009

SOMMAIRE

	<u>Pages</u>
OPINION DE L'AUDITEUR.....	3
1. DISPOSITIF INSTITUTIONNEL ET PROCEDURES DE PASSATION DES MARCHES.....	7
2. OBJECTIFS ET METHODOLOGIE DE L'AUDIT.....	10
3. PRESENTATION RESUMEE DE L'AUTORITE CONTRACTANTE.....	14
4. SYNTHESE DES CONSTATS SUR L'ORGANISATION INSTITUTIONNELLE.....	21
5. SYNTHESE DES CONSTATS A L'ISSUE DE LA REVUE DES MARCHES.....	26
6. REVUE DETAILLEE DES MARCHES.....	31

ANNEXES

Annexe n°1	Commentaires de l'Autorité Contractante sur le rapport provisoire
Annexe n°2	Réponse de l'Auditeur

OPINION DE L'AUDITEUR

Commentaires préalables à l'opinion de l'Auditeur
--

La mission de revue devant principalement déboucher sur l'expression d'une opinion sur le degré de respect des dispositions et procédures du Code des Marchés, l'Auditeur a formulé cette opinion selon la stratification ci-après :

Types d'opinion retenus par l'Auditeur

Explicitation des critères propres à chaque type d'opinion

Opinion « **Performance Parfaite** »

L'Autorité Contractante s'est conformée aux directives de forme et de fond du Code en matière de passation de marchés

Opinion « **Performance Satisfaisante** »

L'Autorité Contractante s'est conformée aux directives de fond, mais n'a pas respecté certaines dispositions de forme en matière de passation de marchés (**ie** dispositions de forme **n'entraînant pas des violations aux principes d'économie, d'équité et transparence**. **Ex** : non établissement et/ou non transmission des rapports périodiques exigés par le Code, archivage défectueux des documents, etc.).

Opinion « **Performance Moyenne** »

L'Autorité Contractante n'a pas respecté, sur un nombre très limité de marchés et pour des montants non significatifs certaines directives de fond en matière de passation de marchés.

Opinion « **Performance Non Satisfaisante** »

L'Autorité Contractante n'a pas respecté les directives en matière de passation de marchés, de manière récurrente et sur un nombre et pour des montants significatifs de marchés

OPINION DE L'AUDITEUR

Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée, nous avons procédé à une revue de la conformité de la passation des marchés par la SENELEC au titre de la gestion 2008.

Cette revue a été effectuée selon la méthodologie décrite dans les développements qui suivent, par référence aux dispositions du Code des Marchés – Décret n° 2007-545 du 25 avril 2007, complété par le Décret n° 2007-546 portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) et par le Décret n° 2007-547 portant création de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP). Il a été également pris en compte les dispositions des Arrêtés et Circulaires portant application de ces décrets.

La mission a porté, outre la revue de l'organisation institutionnelle de l'Autorité contractante, sur un montant total de marchés de francs CFA de francs CFA 2 037 682 677, soit 45 % des marchés passés au titre de la gestion 2008 par la SENELEC.

Constats à l'issue de ces travaux :

Au plan institutionnel, la SENELEC s'est conformée dès le 07 janvier 2008 aux dispositions du nouveau Code des Marchés Publics en ce qui concerne la mise en place de la Commission des Marchés (confère note de direction n°002/2008 du 07 janvier 2008 portant nomination du personnel de l'encadrement supérieur au sein de la Commission des marchés). **Mais la Cellule de Passation des Marchés n'a pas été mise en place en 2008.** Elle a été instituée après, en 2009. Les représentants de la Commission des Marchés ont dirigé toutes les séances d'ouverture des plis et d'évaluation des offres en ce qui concerne les Appel d'offres au niveau de la SENELEC durant la gestion 2008. **Ils n'ont cependant pas signé les attestations de prise de connaissance de la Charte de Transparence et d'Ethique** en matière de Marchés publics. En ce qui concerne les Appels Ecrits à la Concurrence assimilables aux Demandes de Renseignements et de Prix, une autre commission a été instituée. Celle-ci comprend les services opérationnels et le Directeur Général. Le dossier de consultation relatif à la construction du siège de la SENELEC à Saint-Louis, qui dépasse le seuil fixé par le Code des Marchés **n'a pas été soumis au contrôle préalable de la Direction Centrale des Marchés Publics.**

.../...

– 2 –

Conclusion de l'Auditeur :

Les constats ci-avant amènent à l'expression de la part de l'Auditeur d'une opinion « Performance moyenne » en ce qui concerne la SENELEC au titre de la gestion 2008.

Fait à Dakar, le 31 Décembre 2009

**Le Représentant du Groupement
BARRY / MONTEIL**

<p>1- DISPOSITIF INSTITUTIONNEL ET PROCEDURES DE PASSATION DES MARCHES</p>

1. BREF RAPPEL DU DISPOSITIF INSTITUTIONNEL DU SYSTEME ET DES PROCEDURES DE PASSATION DES MARCHES

▪ Dispositif institutionnel :

Le décret n° **2007-545 du 25 Avril 2007** institue le Code des Marchés Publics au Sénégal. Il est complété par le **décret n°2007- 546** portant Organisation et Fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) et par le **décret n° 2007-547** portant création de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP). Des Arrêtés ont été pris par le Ministre de l'Economie et des Finances, en application de certaines dispositions du Code des Marchés.

Le Code des Marchés Publics entre en vigueur, dès le mois de janvier 2008 (circulaire n°4 PM du 28/12/2007).

Le dispositif institutionnel comprend :

- Les **Autorités Contractantes** avec les structures suivantes installées à leur niveau : les **Commissions de Marchés** et les **Cellules de Passation des Marchés**.
- La **Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP)**, en charge, entre autres missions, du contrôle a priori des dossiers transmis par les Autorités Contractantes ; ce contrôle s'exerce à trois niveaux, en fonction de seuils de marchés fixés :
 - examen préalable des Dossiers d'Appel d'Offres (DAO) ;
 - examen des procès verbaux d'analyse comparative des offres et recommandations pour l'attribution provisoire des marchés ;
 - examen juridique et technique des marchés.

(se reporter à l'Annexe n°1).

- **L'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP)**, en charge, entre autres missions (avis, propositions, recommandations), du contrôle a posteriori des procédures de passation des marchés (audits) et du règlement des différends portés à son attention (dénonciations d'irrégularités, recours) par les parties concernées par la passation des marchés.

▪ Procédures de passation des marchés :

Les Autorités contractantes établissent leurs prévisions de dépenses pour la gestion à venir (budgets).

Elles établissent un **Plan de Passation des Marchés (PPM)**, pour les marchés d'un certain seuil, et un **Avis Général de Passation des Marchés**, transmis à la DCMP et à publier dans les conditions fixées par le décret n° 2007-545.

Elles procèdent à des consultations, selon une des formes ci-après et en respectant les modalités de publicité et d'avis préalable de la DCMP définies par le Code des Marchés :

- Appel d'Offres Ouvert (AOO),
- Appel d'Offres Restreint (AOR),
- Prestations Intellectuelles (PI),
- Demandes de Renseignements et de Prix (DRP),
- Entente Directe (ED).

■ **Procédures d'approbation des marchés**

En fonction de seuils fixés et du type d'autorité contractante (structure d'Etat, Etablissements Publics, Agences, Sociétés Nationales), les marchés sont portés à l'approbation du Premier Ministre, du Ministre, du Représentant de l'Etat ou du Conseil d'Administration de la société.

■ **Procédures d'exécution du marché**

L'exécution du marché (réception, paiement) est assurée par l'Autorité Contractante.

■ **Rapports périodiques sur les marchés**

Les **Cellules de Passation des Marchés** de chaque Autorité Contractante doivent établir, en cours d'année, des rapports trimestriels à transmettre à la DCMP.

Les **Commissions des Marchés** doivent établir, avant le 31 Mars de chaque année, à l'intention de l'ARMP, un rapport annuel sur l'ensemble des marchés publics de l'année précédente.

La **Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP)** publie périodiquement les statistiques relatives aux marchés publics.

L'**Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP)** rend compte, dans un Rapport Annuel, des contrôles effectués et des décisions prises à l'occasion des recours introduits auprès du Comité de Règlement des Différends.

2- OBJECTIFS ET METHODOLOGIE DE L'AUDIT

2. OBJECTIFS DE L'AUDIT ET METHODOLOGIE ADOPTEE :

2-1 Spécificités de la Gestion 2008 :

La gestion 2008 correspond à la première année d'application du nouveau Code des Marchés Publics.

Elle se caractérise donc par la co-existence :

- de marchés exécutés en 2008 mais dont les procédures de passation (appels d'offres, adjudication), avaient été initiées en 2007 selon les dispositions du décret 2002-550 du 30 Mai 2002 ;
- de marchés initiés en 2008 selon les dispositions du nouveau code.

Les interventions de l'Auditeur ont concerné exclusivement les marchés régis par le décret n°2007-545 (nouveau Code).

2-2 Objectifs de l'Audit :

La présente mission a pour **objectif principal** :

- la vérification du processus de passation des marchés et des contrats signés entre le 1er janvier et le 31 décembre 2008, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés ;
- l'expression d'un jugement sur l'adéquation des procédures de passation de marchés suivies et les modalités de la gestion des contrats, en relation avec les dispositions du Code des Marchés pour les dépenses des Autorités Contractantes.

Les **objectifs spécifiques** suivants doivent être atteints à l'issue de la mission :

- expression d'une opinion sur les procédures de passation de marchés adoptées ;
-
- contrôle de la conformité des procédures avec les principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence édictés par le Code des Marchés ;
-
- expression d'une opinion sur la qualité des contrats (aspects techniques et économiques).

2-3 Méthodologie générale retenue pour la mise en œuvre de la mission :

2.3.1 Revue de l'organisation institutionnelle de l'Autorité Contractante :

La revue a consisté en un contrôle des modalités de mise en place et de fonctionnement des Commissions des Marchés et des Cellules de Passation des Marchés et en une appréciation de l'efficacité du système de classement des documents de passation des marchés ; de même, il a été passé en revue les relations entre les Commissions des Marchés, les Cellules de Passations et l'ARMP et la DCMP.

Des demandes ont été adressées par l'Auditeur :

- à la DCMP, pour la confirmation de la réception de la liste des membres des Commissions de Marchés et des Cellules de Passation des Marchés, des Plans de Passation des Marchés, et des rapports trimestriels des Cellules de Passation des Marchés des Autorités Contractantes, au titre de la gestion 2008.
- à l'ARMP, pour la confirmation de la réception des rapports annuels 2008 des Commissions de Marchés des Autorités Contractantes.

Les réponses obtenues ont été comparées aux résultats des revues effectuées au niveau des Autorités Contractantes.

2.3.2 Contrôle au départ de l'exhaustivité des données fournies par l'Autorité Contractante :

Cette étape –importante à plus d'un titre– a été couverte par le recoupement des données fournies par les Situations, Etats et Rapports suivants :

- Budget 2008 exécuté de l'Autorité Contractante ;
- Plan de Passation de Marchés 2008 de l'Autorité Contractante ;
- Etats financiers au 31/12/2008 (Bilan, Compte de Résultat) et Grand-Livre des comptes de l'Autorité Contractante pour retracer les opérations (investissements et dépenses de fonctionnement) de 2008 ;
- Rapport d'activités 2008 de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) ;

- Données statistiques sur les marchés immatriculés en 2008 à partir du site web de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) ;
- Rapport Annuel 2008 de l'Autorité de Régulation des Marchés (ARMP) (notamment pour les aspects liés à l'organisation des Cellules de Passation des Marchés et aux recours introduits par les parties concernées par la passation des marchés).

Le recoupement des données issues de ces différents documents a permis de vérifier et de mettre en évidence :

- les marchés (Appels d'Offres, DRP) révélés par l'Autorité Contractante à l'Auditeur, au départ de la mission ;
- les marchés non portés à l'attention de l'Auditeur ;
- les transactions intervenues sans appel d'offres ou DRP.

2.3.3 Constitution de l'échantillon :

L'Auditeur a constitué l'échantillon :

- selon les modalités définies par les Termes de Références ;
- ou bien, lorsque les marchés passés n'étaient pas en nombre significatif, à 100 % des dossiers ;
- et, en y ajoutant systématiquement les transactions intervenues sans appel d'offres ou DRP.

2.3.4 Revue détaillée des marchés retenus :

Une revue détaillée des marchés a été effectuée :

- contrôle sur pièces et appréciation des procédures appliquées par rapport aux dispositions du Code des Marchés ;
- analyse des contrats établis ;
- vérifications physiques, dans le cas où ces vérifications s'avèrent possibles ;
- dans certains cas, contrôle de la compétitivité des prix ;
- contrôle du niveau et du rythme des paiements.

**3- PRESENTATION RESUMEE DE L'AUTORITE
CONTRACTANTE**

3- PRESENTATION RESUMEE DE L'AUTORITE CONTRACTANTE

La SENELEC est une société anonyme à capitaux publics majoritaires, concessionnaire de la production, du transport, de la distribution et de la vente de l'énergie électrique mais également, de l'identification, du financement et de la réalisation de nouveaux ouvrages sur son périmètre. Elle fonctionne avec ses seules ressources et doit assurer l'équilibre de son compte d'exploitation.

L'Etat assure la régulation et le contrôle du secteur pour la recherche de l'efficacité du système économique eu égard à la position stratégique de l'industrie électrique dans l'économie nationale. L'Etat assure ces fonctions à travers le Ministère de l'Energie et des Mines qui exerce la tutelle administrative et technique du secteur de l'énergie par l'intermédiaire de la Direction de l'Energie et de la **Commission de Régulation du Secteur de l'Energie**.

Depuis sa création en 1984, la SENELEC a été l'un des moteurs dynamiques du développement économique et social du Sénégal. De 604 GWh en 1983, ses ventes sont passées à 1540 GWh en 2005.

Aujourd'hui, le principal défi que la société doit relever est celui du financement de son développement dans un contexte caractérisé par la globalisation de l'économie mondiale. Pour garantir le succès de cette entreprise, le Gouvernement du Sénégal a adopté un certain nombre de textes qui prévoit la libéralisation du secteur autour des axes suivants :

- Ouverture du segment de la production au secteur privé pour la réalisation et la gestion de centrales électriques.
- Maintien à la SENELEC, du monopole du transport de l'électricité sur l'ensemble du territoire ainsi que de l'exclusivité de la distribution sur son périmètre.

Organisation :

La SENELEC comprend :

Un **Conseil d'Administration** organisé comme suit :

Président : Commission de Régulation du secteur de l'électricité		
Primature	Ministère de l'Economie et des Finances	Ministère de l'Energie

Un **Comité de Direction** composé des différents Directeurs :

Directeur Général		
Directeur de l'Equipement	Directeur des Finances et de la Comptabilité	Directeur des Etudes Générales
Directeur des Ressources Humaines	Directeur de la Production	Directeur Commercial et de la Clientèle
Directeur de l'Audit et du Contrôle de Gestion	Directeur de la Communication	Directeur de la Distribution
	Directeur Général Adjoint	
Directeur de l'Administration, du Patrimoine et des Affaires juridiques	Département Approvisionnement	Directeur des Ressources Humaines
Directeur des Approvisionnements Combustibles et Passage au Gaz	Directeur du Transport	Délégation Régionale Centre Ouest
Délégation Régionale Nord	Délégation Régionale Centre Est	Délégation Régionale Sud

Financement de la gestion 2008 de SENELEC :

Comme le décline le rapport d'activités 2008 de la SENELEC, l'analyse des résultats au 31 décembre 2008, fait apparaître, un résultat net provisoire déficitaire de 6,9 milliards contre 6,3 milliards de perte en 2007. Par rapport au résultat prévisionnel excédentaire de 8,5 milliards, cette situation correspond à un écart défavorable de 15,4 milliards. L'année 2008 a été marquée notamment par une hausse continue des prix des produits pétroliers qui a fortement grevé les charges variables d'exploitation et la situation de trésorerie de SENELEC.

L'année 2008 est aussi notamment marquée par d'autres événements majeurs portant sur :

- la mise en place de la Nouvelle Grille Tarifaire « NGT » ;
- la hausse tarifaire de 17 % en moyenne à compter du 1^{er} Août 2008 ;
- le manque de visibilité sur le marché du combustible (instabilité des prix).

Il faut ajouter aussi au contexte, la Nouvelle Lettre de Politique de Développement du Secteur de l'Energie qui identifie les axes majeurs d'intervention pour assurer le redressement du secteur dans l'environnement national et international :

- la restructuration financière et industrielle de SENELEC ;
- le dégroupage en mai 2009, des activités de Production, de Transport et de Distribution avec :
 - la séparation comptable avant fin mai 2009 :
- séparation des actifs : inventaire des immobilisations par fonction ;
- confection des bilans d'ouverture de chacune des fonctions en début d'année 2009 ;
 - la séparation organisationnelle, l'affectation du personnel et des biens de SENELEC ;
- l'implication et l'appui des bailleurs de fonds ;
- le démarrage effectif en juillet 2009, du fonctionnement séparé des trois filiales dans le cadre d'une holding ;
- le choix entre août et décembre 2009 des partenaires privés ;
- le renforcement de l'infrastructure de production et de transport ;
- l'encouragement de la production indépendante ;
- la contribution de SENELEC au redressement à travers un plan de réduction des coûts et un changement de mode de gouvernance ;
- la diversification de nouvelles sources d'énergie (solaire, éolienne, charbon, typha...etc.) ;
- la maîtrise de la demande et l'économie d'énergie.

Les réalisations suivantes ont été notées :

- la mise en service de la Centrale de KOUNOUNE d'une puissance de 67,5 MW pour un coût global de 36 milliards F CFA ;
- la mise en service de la Centrale de KAHONE 2 d'une puissance de 60 MW pour un coût global de 36,936 milliards F CFA ;

- la réalisation d'une ligne 225 KV sur TOBENE - TOUBA – KAHONE et la réalisation de deux postes 225/30 KV à TOUBA et à TOBENE pour un coût global de 18,5 milliards F CFA ;
- le renforcement des réseaux MT de DAKAR 2^{ème} phase pour un coût global de 7,3 milliards F CFA.

Par ailleurs, on note l'engagement et la mobilisation du personnel autour du Projet d'entreprise dont les principaux objectifs suivants demeurent :

- offrir un service de qualité : il s'agit pour la SENELEC d'agir sur la qualité et la fiabilité du service de façon à maintenir un rapport qualité - prix satisfaisant pour ses clients ;
- accroître la mobilisation et la motivation du personnel : par une politique de gestion des ressources humaines appropriées et la consolidation des acquis sociaux ;
- rendre la SENELEC rentable en vue de recouvrer l'équilibre des comptes.

Revue de la conformité de la passation des marchés - Gestion 2008

Le budget 2008 et les résultats y relatifs ressortis par le rapport d'activités SENELEC 2008 sont résumés ci-après :

COMPTE DE RESULTAT EN Kg F.CFA

PRODUITS	REALISATIONS 2007	PREVISIONS 2008	REALISATIONS 2008
VENTES DE PRODUITS FABRIQUES	180 526 008	221 265 000	209 744 209
TRAVAUX, SERVICES VENDUS	5 260 643	5 592 130	6 076 163
PRODUITS ACCESSOIRES	954 849		880 257
SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	37 339 214	47 592 000	60 000 000
AUTRES PRODUITS	4 565 837		3 661 146
REPRISES DE PROVISIONS	1 521 022		607 198
TRANSFERTS DE CHARGES	20 561		1 797 136
ACTIVITE FINANCIERE : REVENUS FINANCIERS	104 977		757 830
ACTIVITE FINANCIERE : GAINS DE CHANGE	32 432		224 536
ACTIVITE FINANCIERE : REPRISES DES PROVISIONS	3 324		66 111
ACTIVITE FINANCIERE : TRANSFERTS DE CHARGES	868 991		602 682
PRODUITS DES CESSIONS D'IMMO.	351 025		94 424
REPRISES H.A.O	2 783 374		1 993 503
TOTAL GENERAL DES PRODUITS	234 332 257	274 449 130	286 505 195
CHARGES			
ACHATS DE MATIERES PREMIERES & FOURNITURES	144 145 517	166 443 000	181 768 067
AUTRES ACHATS	8 237 753	2 728 129	6 864 166
TRANSPORTS	1 074 812		1 064 461
SERVICES EXTERIEURS	28 081 544	814 050	43 799 246
IMPÔTS ET TAXES	4 935 017	35 959 349	4 209 859
AUTRES CHARGES	5 421 469	4 840 183	6 446 381
CHARGES DE PERSONNEL	23 066 983	4 722 251	22 779 436
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROV.	19 781 473	21 677 600	17 801 485
ACTIVITE FINANCIERE : FRAIS FINANCIERS	5 012 817	6 939 060	6 019 726
ACTIVITE FINANCIERE : PERTES DE CHANGE	328 792	494 888	1 993 461
ACTIVITE FINANCIERE : DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROV.	505 564	265 860 503	375 157
VALEURS COMPTABLES DES CESSIONS D'IMMOBILISATIONS	87 398		25 000
CHARGES H.A.O			300 000
IMPÔTS SUR LE RESULTAT	1 000		1 000
TOTAL GENERAL DES CHARGES	240 680 139		293 447 445
RESULTAT NET	- 6 347 882	8 588 627	- 6 942 250

Revue de la conformité de la passation des marchés - Gestion 2008

Le bilan qui résulte de la gestion 2008 est le suivant :

BILAN RESUME SENELEC 2008 (EN Kg F.CFA)

<u>RUBRIQUES</u>	<u>2007</u>	<u>2008</u>	<u>ECARTS</u>
CHARGES IMMOBILISEES	1 243 221	1 353 906	110 685
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	854 170	625 088	- 229 082
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	199 554 827	238 032 802	38 477 975
AVANCES ET ACOMPTES VERSES SUR IMMO.	16 549 007	6 514 918	- 10 034 089
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	301 237	233 798	- 67 439
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	218 502 462	246 760 512	28 258 050
STOCKS	6 422 390	12 377 731	5 955 341
CREANCES ET EMPLOIS ASSIMILES	109 172 081	160 853 911	51 681 830
TOTAL ACTIF CIRCULANT	115 594 471	173 231 642	57 637 171
TRESORERIE ACTIF	32 186 594	44 542 858	12 356 264
ECARTS DE CONVERSION	10 523	-	- 10 523
TOTAL GENERAL DE L'ACTIF	366 294 050	464 535 012	98 240 962
CAPITAL	81 676 650	119 576 000	37 899 350
PRIMES ET RESERVES	-	- 6 347 883	- 6 347 883
RESULTAT NET DE L'EXERCICE : BENEFICE (+) OU PERTE (-)	- 6 347 883	- 6 942 252	- 594 369
AUTRES CAPITAUX PROPRES (SUBVENTIONS)	24 068 910	22 627 721	- 1 441 189
DETTES FINANCIERES	121 364 138	140 796 684	19 432 546
TOTAL RESSOURCES STABLES	220 761 815	269 710 270	48 948 455
PASSIF CIRCULANT	130 869 993	170 601 738	39 731 745
TRESORERIE PASSIF	13 868 514	23 606 812	9 738 298
ECARTS DE CONVERSION	793 728	616 192	- 177 536
TOTAL GENERAL DU PASSIF	366 294 050	464 535 012	98 240 962

<p>4- SYNTHESE DES CONSTATS SUR L'ORGANISATION INSTITUTIONNELLE</p>
--

4. SYNTHÈSE DES CONSTATS SUR L'ORGANISATION :

4.1 MISE EN PLACE DE LA COMMISSION DES MARCHÉS ET DE LA CELLULE DE PASSATION DES MARCHÉS :

La Commission des Marchés a été mise en place à la date du 07 Janvier 2008 au niveau de la SENELEC.

Selon le Directeur de l'Administration du Patrimoine et des Affaires juridiques, **la Cellule de Passation des Marchés n'a été mise en place qu'en 2009**. Cependant, il a toujours existé une Commission des Marchés à la SENELEC. Celle-ci a fait l'objet de la note de service n° 002/2008 du 07 janvier 2008. Toutefois, l'Auditeur n'a aucune confirmation de la transmission de la note de service à la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP).

Les membres de la Commission des Marchés sont en conformité respectivement avec les dispositions de l'Arrêté n° 11588 et 11586 du Ministère de l'Economie et des Finances du 28/12/2007, au plan de leur nomination, de leur nombre et de leur niveau hiérarchique.

Présidée par le Directeur Général Adjoint, la Commission des marchés comprend comme Secrétaire, le Conseiller juridique, Directeur de l'Administration du Patrimoine et des Affaires juridiques. Les membres titulaires sont le Conseiller Financier, le Directeur des Finances et de la Comptabilité, le Directeur de l'Équipement, le Chef du Département des Approvisionnements, le Représentant du Contrôle Financier de la Présidence de la République, le Représentant du Ministère de l'Énergie.

Les profils des membres de la Commission des Marchés sont en adéquation avec les besoins de l'Autorité contractante en matière de passation de marchés.

4.2 Fonctionnement de la Commission des Marchés et de la Cellule de Passation des Marchés :

La Commission des Marchés a procédé régulièrement à l'ouverture des offres et à leur évaluation. A ce titre, elle s'est appuyée régulièrement sur une sous commission technique comprenant les représentants des Directions opérationnelles concernées. La Commission faisant sienne les propositions de la sous commission dans le procès verbal d'attribution. Toutefois, ce PV d'attribution avant de faire l'objet d'une exécution est soumis au Directeur Général pour approbation.

Il faut relever que la SENELEC capitalise une importante expérience en matière de passation de marchés depuis sa création. **Toutefois, elle n'a pas suffisamment pris en charge les dispositions relatives au nouveau Code des Marchés Publics en 2008.**

C'est une des raisons qui est à l'origine de la non mise en place de la Cellule de Passation des marchés au cours de l'année 2008.

Problèmes identifiés par l'Auditeur :

La Cellule de Passation de Marchés n'a pas été créée en 2008. Cette situation a beaucoup gêné pour disposer dès le départ des dossiers relatifs aux marchés 2008. Malgré le courrier transmis auparavant par l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) pour annoncer la mission de revue de la passation des marchés de 2008, aucun dossier n'était préparé. Seuls le Plan de Passation des Marchés (PPM) et les états financiers de la gestion 2008 étaient communiqués. Le tableau récapitulatif des Appels d'Offres remis au démarrage de la mission ne comprenait pas le budget prévu.

Un écart important subsiste entre le PPM et le tableau récapitulatif des Appels d'Offres. Le PPM liste 179 réalisations envisagées et le tableau récapitulatif des A.O, 18 Appels d'Offres au total. L'écart est très important. Selon le responsable de la Cellule, il s'est agi de prévisions qui n'ont pas été réalisées faute de ressources suffisantes.

La non disponibilité des dossiers de marché dès le démarrage de la mission malgré la lettre de l'ARMP et le contact préalable de la mission n'a pas facilité la détermination de l'échantillon devant permettre de passer en revue les marchés de 2008.

Il a fallu dans un premier temps compléter le tableau récapitulatif des appels d'offres avec les copies des PV qui ont été communiquées au cours de la première semaine de mission. Le tableau récapitulatif ne donnant aucune information sur la source de financement interne ou externe de chaque réalisation envisagée ni le type de marché (Travaux, Fourniture, Services, Prestations intellectuelles).

Les dossiers n'ayant pas été constitués auparavant, il a fallu, au cours de la mission, attendre la collecte des différentes pièces au fur et à mesure sur la base de l'échantillon demandé, du fait qu'il n'était pas possible de disposer de l'ensemble des marchés de la gestion pour procéder à un choix sur pièce.

En ce qui concerne les Demandes de Renseignements et de Prix (DRP), le responsable des Approvisionnements dispose des dossiers y afférents. La personne préposée à la Cellule de Passation des Marchés a attendu son retour de mission pour nous communiquer la liste correspondante, au cours de la troisième semaine de mission. C'est seulement à partir de ce moment qu'il a été possible de proposer un échantillon pour mettre en œuvre la revue de la passation de marchés à ce niveau.

La Cellule ne dispose donc pas d'archives propres, complètes en ce qui concerne la passation des marchés qu'il s'agisse des appels d'offres comme des DRP. Cette situation doit être résolue dès maintenant pour permettre à la Cellule d'élaborer régulièrement le tableau de bord de suivi de la passation des marchés qui est de son ressort mais aussi les rapports trimestriels correspondants (article premier de l'arrêté n°11586 du 28/12/07 portant application du Code des Marchés Publics relatif aux cellules de passation des marchés des autorités contractantes, alinéas 10 et 13). Ces documents doivent permettre, en effet, un suivi du processus de passation des marchés.

La Commission de Marchés n'a pas produit, par ailleurs, le Rapport Annuel 2008. Par ailleurs, la nomination des membres de la Cellule comme de la Commission des marchés semble définitive. Elle ne fait pas l'objet de renouvellements annuels.

Enfin, seuls deux (2) marchés figurent dans la situation de la DCMP relative aux marchés immatriculés. Il s'agit des AOO portant respectivement sur « le remplacement de la climatisation de Hann par des splits » et de « la reprise et du déplacement réseaux 30 KV à Touba ». Les seize (16) autres appels d'offres lancés au cours de l'année 2008 n'y figurent pas.

Il faut relever que la Commission des Marchés n'a pas en charge l'ouverture des offres et leur évaluation, en ce qui concerne et les Demandes de Renseignements et de Prix à la SENELEC.

Le responsable des approvisionnements a en charge les DRP. Il se réunit en commission avec les services opérationnels concernés et le Directeur Général pour évaluer les offres et procéder à leur attribution.

Enfin, il faut noter le non respect de la saisine préalable de la DCMP en ce qui concerne les marchés au dessus du seuil.

Points de Vérification
Organisation Institutionnelle
Nom de l'Autorité Contractante : SENELEC

N°	Rubriques	Constats et Commentaires	Notations
1	Commission des Marchés	Les membres de la Commission des Marchés ont été nommés à la date du 07 Janvier 2008 par la note de Direction n°002/2008 . Le Secrétariat est assuré par le Conseiller juridique. Toutefois, la Commission des Marchés ne s'occupe pas des Demandes de Renseignements et de Prix (DRP). Les DRP sont suivies au niveau du département qui a en charge les approvisionnements. Le Directeur Général et les représentants des Directions opérationnelles constituent la commission qui a en charge l'ouverture et l'évaluation des offres correspondantes.	2
2	Cellule de Passation des Marchés	La Cellule de Passation des Marchés n'a pas été mise en place en 2008. Elle n'a été mise créée qu'à partir de 2009. A ce titre, elle relève de la Direction Générale. La Cellule comprend le responsable, une assistante, un secrétariat. L'archivage des documents de marchés n'est pas effectif en 2008. Au titre des DRP, la Cellule de passation des marchés n'est pas impliquée. La Cellule n'a donc pas produit de rapports trimestriels en 2008.	3
3	Capacités en matière de passation de Marchés	Il faut noter la qualité des dossiers présentés dans l'ensemble en ce qui concerne les DAO, lettre d'invitation, PV d'ouverture et d'évaluation, les marchés à l'exception des cas évoqués ci-avant au démarrage de l'application du nouveau Code des Marchés.	2
4	Conclusion	Les membres de la Commission des Marchés comme ceux de la Cellule de Passation des Marchés ont les compétences nécessaires en matière de passation des marchés. La SENELEC a une longue pratique de la procédure de passation des marchés. Toutefois, elle devrait éviter désormais toute dissociation entre les marchés et les DRP et procéder à un archivage complet, prenant en charge pour les marchés d'une part et les DRP d'autre part, tous les documents relatifs à la phase de préparation des marchés puis à leur exécution proprement dite.	2

Système de notation :

Performance satisfaisante : 1

Performance moyenne : 2

Performance non satisfaisante : 3

Le système de notation a été reconduit pour toutes les grilles suivantes.

**5- SYNTHÈSE DES CONSTATS À L'ISSUE DE LA
REVUE DES MARCHÉS**

5. SYNTHESE DES CONSTATS A L'ISSUE DE LA REVUE DES MARCHES :

5.1 PLAN DE PASSATION DES MARCHES/ AVIS GENERAL DE PASSATION DES MARCHES :

5.2 Tableau de synthèse des marchés passés par le PADEC/PADELU et de l'échantillon constitué par l'Auditeur :

a. Commentaires de synthèse sur les marchés contrôlés :

PROBLEMES IDENTIFIES A LA SUITE DU CONTRÔLE PAR L'AUDITEUR DE L'EXHAUSTIVITE DES DONNEES RELATIVES AU BUDGET

L'examen des états financiers (Bilan, Compte de résultat de la SENELEC) et l'analyse du Grand livre des comptes ont permis à l'Auditeur d'identifier des postes de dépenses avec les montants cumulés ci-après du Grand livre au 31/12/2008 (en francs CFA) :

GRAND LIVRE DES ECRITURES 2008 DE LA SENELEC (RESUME)

<u>DESIGNATION DES RUBRIQUES</u>	<u>DEBIT</u>	<u>CREDIT</u>	<u>SOLDE</u>
FOURNISSEURS FACTURES A RECEVOIR SUR RECEPTION A QUAI	274 802 945 676	274 343 357 300	- 459 588 376
FACTURES 99 NON PARVENUES		- 706 750 591	- 706 750 591
FOURNISSEURS D'EXPLOITATION CHARGES A PAYER	15 356 765 492	15 264 135 492	- 92 630 000
FOURNISSEURS SECTEURS ET AGENCES	1 326 652 343	1 484 585 991	157 933 648
FOURNISSEURS APPROVISIONNEMENT COMBUSTIBLE	51 675 154 531	54 698 527 282	3 023 372 751
FOURNISSEURS D'EXPLOITATION AVANCES ET ACOMPTES	309 880 427 109	301 860 827 164	- 8 019 599 945
FOURNISSEURS EFFETS A PAYER	362 297 340		- 362 297 340
FOURNISSEURS FACTURES A RECEVOIR	92 482 819 900	121 591 055 892	29 108 235 992
FOURNISSEURS RETENUES DE GARANTIE		-87873816	- 87 873 816
FOURNISSEURS FACTURES EN CERTIFICATION	130 103		- 130 103
HONORAIRES		4 441 131 798	4 441 131 798
FOURNISSEURS CREANCES ET EMBALLAGE A RENDRE	490 020 941	620 347 627	130 326 686
		706 750 591	706 750 591
TOTAUX	746 377 213 435	774 216 094 730	27 838 881 295

Le total du tableau récapitulatif des Appels d'offres 2008 correspond à 4 861 157 713 F.CFA dont 3 607 976 462 F.CFA pour les marchés financés sur ressources internes et 1 253 281 251 pour un marché financé sur ressources externes.

Le tableau ci-dessus, ressort des dépenses en combustible de 301 860 827 164 F.CFA non retracés dans le tableau des AOO.

C'est le même cas pour les honoraires qui représentent 620 347 627 F.CFA. Nonobstant, les AOO relatifs au Système d'Information Géographique, la Mise en place d'une solution Back UP des données, la réévaluation des immobilisations, pour respectivement 32 981 000, 263 743 810 et 97 500 000 F.CFA. Ce qui représente globalement 394 224 810 F.CFA. Il subsiste un montant de 226 122 817 F.CFA non retracé dans le tableau des AOO et qui a donc été exécuté en dehors de ce cadre. Les approvisionnements se chiffrent par ailleurs à 54 698 527 282 F.CFA.

Cette situation montre que le tableau récapitulatif des AOO de 4 861 157 713 F.CFA plus celui des commandes intitulé Appel d'Ecrit à la Concurrence (AEC) à la SENELEC de 878 032 473 F.CFA est loin de refléter la situation ressortie par le grand livre des écritures de 2008 de la SENELEC au niveau des postes relatifs aux Approvisionnements, aux Combustibles et aux Honoraires.

QUALITE, TRANSPARENCE ET EFFICACITE DES OPERATIONS DE PASSATION DE MARCHES

<u>Modes de passation de marchés</u>	<u>Récapitulatif des marchés passés au titre de la gestion 2008</u>		<u>Récapitulatif des marchés examinés lors de la présente revue</u>	
	<u>Nombre</u>	<u>Montant</u>	<u>Nombre</u>	<u>Montant</u>
Appel d'offres ouvert (AOO)	14	3 202 721 652	5	1 499 265 349
Appel d'offres restreint (AOR)	5			
Prestations intellectuelles (PI)	7	422 209 692	3	378 304 692
Demande de Renseignements et de Prix (DPR)	289	860 977 591	9	160 112 636
Entente Directe (ED)	0	-	0	-
Total	308	4 485 908 935	17	2 037 682 677
	100 %	100 %	6 %	45 %

NOTA BENE :

Trois DPR ne sont pas incluses. Il s'agit :

2 DPR qui portent sur 2007. Ce sont les numéros 153 et 277.

1 DPR qui aurait fait l'objet d'une relance en 2009, c'est le n°269.

<u>NATURE DES MARCHES</u>	<u>Récapitulatif des marchés passés au titre de la gestion 2008</u>		<u>Récapitulatif des marchés examinés lors de la présente revue</u>	
	<u>Nombre</u>	<u>Montant</u>	<u>Nombre</u>	<u>Montant</u>
Travaux	6	1 382 835 278	3	884 930 088
Fournitures	293	2 662 081 069	11	774 447 897
Services	9	440 992 588	3	378 304 692
Total	308	4 485 908 935	17	2 037 682 677
	100 %	100 %	6 %	45 %

NOTA BENE :

Trois DRP ne sont pas incluses. Il s'agit :

2 DRP qui portent sur 2007. Ce sont les numéros 153 et 277.

1 DRP qui aurait fait l'objet d'une relance en 2009, c'est le n°269.

6- REVUE DETAILLEE DES MARCHES

N°	Rubrique	Constats et commentaires	Notation
1	Plan de passation de marché	Le plan de passation de marchés ne comprend pas toutes les DRP.	2
2	Avis général de passation de marchés	Il n'est pas possible d'attester de l'existence d'un avis général de passation de marchés. Ce document n'ayant pas été communiqué à l'Auditeur.	3
3	Demande renseignements et de prix (DRP)	L'Autorité contractante saisit les fournisseurs et prestataires ciblés sur la base d'un Appel Ecrit à la Concurrence transmis par fax aux candidats prévus. Une commission distincte de celle des marchés procède à l'évaluation des offres et propose les attributions y relatives.	2
4	Délais de passation des marchés	Des décalages importants ont été relevés en ce qui concerne les délais de passation des marchés.	2
5	Procès verbaux d'ouverture des plis	Les procès verbaux d'ouverture des plis ne sont pas communiqués aux soumissionnaires qui ne sont pas invités aux séances d'ouverture des offres.	3
6	Publication des attributions	Les publications des attributions ne sont pas systématiques.	3
7	Recours	Il n'a pas été relevé de recours en ce qui concerne les dossiers examinés.	1
8	Gestion des marchés	L'Autorité contractante n'applique pas les procédures du nouveau Code des Marchés Publics.	3
9	Archivage des dossiers	Les dossiers de passation des marchés ainsi que ceux relatifs à leur exécution sont incomplets. En ce qui concerne les DRP, ils sont classés à part au niveau du département Approvisionnement.	2
10	Violation de la réglementation	Des marchés au dessus du seuil ne sont pas préalablement soumis à la DCMP. Les ouvertures de plis ne font pas l'objet de séances publiques. Les PV correspondants ne sont pas communiqués aux candidats.	3
11	Conclusion	La procédure de passation des marchés n'a pas été respectée par l'Autorité contractante. Notamment en ce qui concerne le respect des dispositions de l'Arrêté n° 11580 du 28 décembre 2007 relative pris en application de l'article 138 relatif au seuil de contrôle a priori des dossiers de passation des marchés.	2

		<p>Par ailleurs, les PV d'ouverture des offres n'ont pas été communiqués aux soumissionnaires. Les dossiers de passation des marchés et ceux relatifs à leur exécution sont incomplets. Les dossiers d'appels d'offres et les DRP font l'objet d'attributions différentes en ce qui concerne les niveaux de responsabilité. Les premiers relevant de la Commission des marchés alors que les DRP sont du ressort du département des approvisionnements.</p>	
--	--	---	--

**Points de Vérification
Appel d'Offres Ouvert**

Référence du marché : Marché n°001/08

Objet du marché : Raccordement Feeders HTA dans les zones de Touba et de Kaolack.

Montant du marché : 108 766 950 F.CFA

Référence du titulaire : FASS ELECTRICITE

N°	RUBRIQUE	Constats et commentaires	Notation
1	Plan de passation de marchés	Le marché est mentionné dans le PPM transmis à la DCMP. Toutefois, le montant prévu pour le marché n'est pas précisé. Il n'a pas été publié un avis général de passation de marchés par l'Autorité contractante à ce sujet.	2
2	Revue du dossier d'appel ⁴ d'offres	Un dossier d'appel d'offres daté de décembre 2007 a été élaboré par l'Autorité contractante. Le DAO n'est pas conforme au modèle préconisé par le nouveau Code des Marchés Publics (CMP). Des critères portant sur les conditions de recevabilité des offres notamment, la conformité administrative, les conditions financières impliquant les garanties requises sont pris en compte. Cependant, les spécifications techniques ne sont pas disponibles dans le DAO communiqué de même que le projet de marché y relatif.	2
3	Publicité	L'avis d'appel d'offres n'est pas disponible dans le dossier communiqué, ni les documents attestant de sa publicité. Cette publicité aurait eu lieu le 15 janvier 2008, dans « Le Soleil », « Walfadjri », « Sud quotidien », « l'Observateur » et « le Quotidien ». En ce qui concerne le délai accordé aux soumissionnaires, il n'existe pas d'élément dans le dossier qui permette de donner des précisions à ce sujet.	2
4	Ouverture des offres	L'ouverture des offres a eu lieu le 30 janvier 2008. Etaient présents à cette séance d'ouverture tous les membres de la Commission des Marchés de la SENELEC. Cependant, rien n'atteste que les soumissionnaires étaient représentés. Aucun élément dans le dossier communiqué ne confirme la transmission du PV d'ouverture aux soumissionnaires.	2

5	Evaluation des offres et proposition d'attribution provisoire	L'offre conforme et la moins disante a été effectivement retenue après son évaluation technique et financière. Les critères de qualification spécifiés dans le DAO ont bien été pris en compte. L'ouverture des offres a eu lieu le 30 janvier 2008 et l'adjudication, le 13 février 2008. Donc en deux semaines. Les offres financières reçues seraient celles de : Fass Electricité : 108 766 950 F.CFA Les Spécialistes de l'Energie (LSE) : 130 005 864 F.CFA L'offre de « LSE » jugée non conforme (Caution de soumission de 120 jours au lieu de 150 jours) a été écartée.	1
6	Publication de l'attribution provisoire	L'attribution provisoire a fait l'objet d'une publication dans le quotidien « Le Soleil » du 05 mars 2008. Toutefois, celle-ci n'est pas conforme au modèle requis, bien qu'il soit fait référence au nouveau Code dans ledit avis.	3
7	Revue du marché	Le DAO ne comportait pas de projet de marché. Les garanties requises ne sont pas disponibles dans le dossier. Cependant, il était prévu dans le DAO, un cautionnement de bonne exécution dont la non production valait annulation du contrat et la saisie du cautionnement de soumission. Cette garantie n'est pas disponible dans le dossier communiqué.	2
8	Approbation et notification du marché	Le marché a été approuvé par l'autorité compétente le 27 mars 2008. Il s'est écoulé 22 jours, entre la date de publication de l'attribution provisoire le 05 mars et la signature du marché, le 27 mars.	1
9	Publication de l'attribution définitive	Le document justificatif de la publication de l'attribution définitive n'est pas disponible dans le dossier communiqué.	2
10	Contrôle et avis de la DCMP	Ce marché est en deçà du seuil défini par l'arrêté 11580 du 27 décembre 2007.	
11	Exécution du marché	Il n'existe dans le dossier aucune pièce disponible portant sur son exécution.	3
12	Paiements	Idem que 11	3
13	Recours et litiges	N/A	
14	Vérification de l'exécution physique	Les délais étiés compte tenu du retard apporté dans la mise à disposition des dossiers n'ont pas permis à l'Auditeur de procéder à la vérification de l'exécution physique.	N/A

15	Violations éventuelles à la réglementation constatées pendant la passation et l'exécution du marché	Violation des dispositions de l'article 67 alinéa 4 du Code des Marchés Publics relatif à la communication du PV d'ouverture des offres aux soumissionnaires. La preuve de cette communication n'a pas été fournie à l'Auditeur.	2
16	Conclusion	Le dossier communiqué est incomplet, malgré la relance qui a été faite par l'auditeur. Toutes les pièces justificatives relatives à la gestion du marché et à son exécution ne sont pas disponibles.	2

**Points de Vérification
Appel d'Offres Ouvert (AOO)**

Référence du marché : Marché n°002/08

Objet du marché : Construction du siège de SENELEC Saint-Louis

Montant du marché : 608 902 204 F.CFA (HTVA)

Référence du titulaire : SARRE-CONS. 14, boulevard Dial Diop à Dakar

N°	RUBRIQUE	Constats et commentaires	Notation
1	Plan de passation de marchés	Le marché est mentionné dans le PPM. L'Avis général de passation de marchés n'a pas été communiqué à la mission après relance. Il n'est pas possible d'attester de son existence.	2
2	Revue du dossier d'appel d'offres	Le dossier d'appel d'offres a été bien préparé grâce à la mobilisation du maître d'œuvre BEAD. Il donne également tous les éléments descriptifs du projet dans son ensemble. Il comprend : (i) le cahier des conditions d'établissement des offres, (ii) la convention, (iii) la soumission, (iv) les annexes à la soumission telles que les formulaires relatifs au montant du marché, à la caution de bonne exécution, la domiciliation, l'engagement au respect de la charte de transparence et d'éthique.. Le maître d'œuvre a également élaboré (a) le cahier des prescriptions générales. Un cahier des prescriptions spéciales et un cahier des prescriptions techniques ont également été établis par le maître d'œuvre.	1
3	Publicité	Il n'y a pas trace de la publicité qui a été organisée dans le dossier communiqué. Les mentions prévues sont incluses mais la présentation de l'avis d'appel d'offres n'est pas conforme au modèle diffusé par l'ARPM sur son site. Le délai accordé pour le dépôt des offres est d'un mois et demi du 06 mars 2008 date de retrait du DAO par tout soumissionnaire intéressé et le 23 avril 2008 date de dépôt des offres.	2
4	Ouverture des offres	L'ouverture des offres a eu lieu le 23 avril 2008 comme prévu dans le DAO. Toutefois, aucun élément du dossier communiqué n'atteste de la présence des soumissionnaires. Les membres de la Commission des marchés ont participé à la séance d'ouverture des offres Selon les éléments du dossier communiqué le PV d'ouverture n'a pas été transmis aux soumissionnaires.	2

5	Evaluation des offres et proposition d'attribution provisoire	<p>L'évaluation des offres a eu lieu en mai 2008 comme précisé dans le rapport de la sous commission technique. Les critères d'analyse définis dans le DAO ont été pris en compte. Deux entreprises ont soumissionné. Celle dont l'offre est conforme et qui est moins disante a été retenue. Les offres ont été les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Thiaroye Entreprise : 694 102 651 F.CFA (HTVA) ; ▪ SARRE-CONS : 608 902 204 F.CFA (HTVA) après correction. <p>Un délai de d'un mois a été observé entre l'ouverture des offres, le 23 avril 2008 et l'adjudication provisoire le 28 mai 2008. L'approbation du PV d'adjudication provisoire n'est intervenue que le 16 octobre 2008. Le Directeur Général constatant un dépassement de près de 20% du budget demandant si le soumissionnaire proposait ou non un préfinancement, le 12 juillet 2008. Il a confirmé son accord sur ledit PV d'adjudication provisoire, le 16 octobre 2008.</p> <p>La DCMP a été associée à postériori alors que ce dossier qui dépasse le seuil relève du contrôle a priori. Elle a donné son avis de non objection le 03 mars 2009 par lettre n°0830.</p> <p>La lettre du 03 mars 2009 de la DCMP récapitule les échanges de courrier entre la DCMP et la SENELEC à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Lettre SENELEC n° 1915 du 03 décembre 2008 - Lettre DCMP n°4193 du 12 décembre 2008 - Lettre SENELEC n°45 du 13 janvier 2009 - lettre DCMP n°221 du 21 janvier 2009 - lettre SENELEC n°317 du 25 février 2009 <p>A part la correspondance du 03 mars 2009, les autres courriers ne sont pas dans le dossier communiqué.</p>	2
6	Publication de l'attribution Provisoire	<p>L'attribution provisoire a fait l'objet de publication le 09 avril 2009 dans le quotidien "Walfadjri".</p> <p>L'avis d'attribution provisoire est conforme au modèle publié par l'ARMP à l'exception du numéro de marché.</p>	2
7	Revue du marché	le marché n'a pas été disponible dans le dossier communiqué.	3

8	Approbation et notification du marché	Aucun élément de dossier n'a été fourni à ce sujet au cours de la mission.	3
9	Publication de l'attribution définitive	L'attribution définitive n'est pas disponible dans le dossier communiqué.	3
10	Contrôle et avis de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP)	<p>En ce qui concerne le DAO élaboré aucun élément de dossier n'atteste sa communication à la DCMP. Conformément aux dispositions de l'arrêté n°11580 du 28 décembre 2007, le coût de ce projet dépasse le seuil de 500 millions fixé pour les travaux.</p> <p>Seule la lettre n° 000830 du 03 mars 2009 confirmant l'avis de non objection de la DCMP à propos de l'attribution provisoire est disponible dans le dossier communiqué.</p> <p>Cette lettre rappelle des échanges de courrier non disponibles dans le dossier communiqué. A savoir : les lettres n° 1915, 45 et 317 de la SENELEC des 03 décembre 2008, 13 janvier et 25 février 2009 faisant l'objet des réponses référencées 4193/MEF/DCMP et 221/MEF/DCMP des 12 décembre 2008 et 21 janvier 2009.</p> <p>Enfin, il convient de préciser que ce marché n'atteignant pas le seuil de 800 millions requis dans l'arrêté cité ci-dessus, sa soumission à l'examen juridique et technique de la DCMP n'est pas exigée.</p>	2
11	Exécution du marché	Aucun élément de dossier n'a été fourni en ce qui concerne l'exécution du marché.	3
12	Paielements	idem que 11 ci-dessus.	3
13	Recours et litiges	Il ne nous semble pas y avoir de recours et de litiges concernant ce dossier selon le dossier communiqué.	
14	Vérification de l'exécution physique	Les délais étiés compte tenu du retard apporté dans la mise à disposition des dossiers n'ont pas permis la vérification de l'exécution physique.	2
15	Indiquer les violations éventuelles à la réglementation constatées pendant la passation et l'exécution du marché	<p>Violation des dispositions de l'article 67 alinéa 4 du Code des Marchés Publics relatif à la communication du PV d'ouverture des offres aux soumissionnaires. La preuve de cette communication n'a pas été fournie à la mission.</p> <p>Les dispositions de l'article 138 du Code des Marchés et de l'arrêté 11 580 du 28 décembre 2007 n'ont pas été respectées.</p>	2

		<p>Le DAO produit n'est pas conforme et la DCMP n'a été saisie qu'à posteriori, le 03 décembre 2008, alors que l'adjudication provisoire a eu lieu le 28 mai 2008.</p> <p>Aucun élément du dossier communiqué n'atteste de la soumission du rapport d'analyse des offres à la DCMP de même que le PV d'Attribution provisoire.</p> <p>La soumission à l'examen juridique et technique du marché n'est pas requise en considération du montant correspondant.</p>	
16	Conclusion	<p>La procédure relative à la soumission préalable à la DCMP du dossier d'appel à la concurrence ainsi que le rapport d'analyse des offres et le PV d'attribution provisoire n'a pas été respecté. D'autre part, le dossier soumis à la mission est incomplet. Il ne comporte pas le marché correspondant ainsi que sa notification de même que les éléments justificatifs en ce qui concerne son niveau d'exécution.</p>	2

**Points de Vérification
Appel d'Offres Ouvert**

Référence du marché : Marché n°003/08

Objet du marché : Extension du réseau de distribution dans la Délégation Sud

Montant du marché : 167 260 934 F.CFA (HD / HTVA)

Référence du titulaire : Les Spécialistes de l'Energie (LSE) Km 6,5 Bd. Du Centenaire de la Commune de Dakar, BP 968.

N°	RUBRIQUE	Constats et commentaires	Notation
1	Plan de passation de marchés	Le marché est mentionné dans le PPM. L'Avis général de passation de marchés n'a pas été communiqué à la mission après relance. Il n'est pas possible d'attester de son existence.	2
2	Revue du dossier d'appel ⁴ d'offres	Les pièces essentielles sont incluses dans le DAO. Les critères de qualification et d'évaluation sont établis. Ils sont pertinents et mesurables. Il s'agit pour l'essentiel de : <ul style="list-style-type: none">▪ La production d'une liste de références des travaux similaires réalisés au cours des 5 dernières années ;▪ L'identification de l'offre techniquement conforme et financièrement la moins disante après correction des erreurs éventuelles ;▪ La justification de l'absence de toute mise en demeure par la SENELEC au cours des cinq (5) dernières années.	1
3	Publicité	Le support de publicité de l'appel d'offres n'a pas été versé au dossier communiqué.	2
4	Ouverture des offres	L'ouverture des offres a eu lieu le 23 avril 2008 comme prévu dans le DAO. Toutefois, aucun élément du dossier communiqué n'atteste de la présence des soumissionnaires. Les membres de la Commission des marchés ont participé à la séance d'ouverture des offres Selon les éléments du dossier communiqué le PV d'ouverture n'a pas été transmis aux soumissionnaires.	2
5	Evaluation des offres et proposition d'attribution provisoire	Nombre d'offres reçues : 02 <ul style="list-style-type: none">▪ Les Spécialistes de l'Energie (LSE) : 167 260 934 F.CFA (HTVA) ;▪ Entreprise de Travaux Modernes (ETM) : 221 150 145 F.CFA.	2

		<p>Pour ce marché, l'offre retenue a été celle techniquement conforme et financièrement la moins disante. Seuls les critères d'évaluation prévus dans le DAO ont été utilisés.</p> <p>Le délai observé entre l'ouverture des offres et l'approbation du rapport d'évaluation a été de 21 jours (date d'ouverture des offres : 21 mai et date d'approbation du rapport d'évaluation : 16 juin).</p> <p>Remarque : Non production par les entreprises soumissionnaires de l'Attestation de qualification et de classement conformément à l'article 46, alinéa 1 du Code des Marchés Publics. Toutefois, il faut préciser que la production de cette attestation par les soumissionnaires n'avait pas été exigée dans le DAO.</p>	
6	Publication de l'attribution Provisoire	La preuve de l'insertion dans un journal de l'attribution provisoire n'a pas été communiquée à la mission.	3
7	Revue du marché	Le marché signé entre la « SENELEC » et « LSE » est conforme au projet contenu dans le DAO. Il prend en compte les garanties requises.	1
8	Approbation et notification du marché	<p>Le marché a été approuvé par l'Autorité compétente à savoir, le Directeur Général, le 25 juillet 2008.</p> <p>Le délai observé pour l'approbation a été de 38 jours (date de soumission à l'approbation, le 17 juin et la date effective, le 25 juillet, soit un (1) mois et huit (8) jours.</p> <p>La notification du marché n'a pas été mise à la disposition de l'auditeur.</p>	2
9	Publication de l'attribution définitive	L'avis d'attribution mis à la disposition de la mission n'est pas daté. Il n'y est pas possible d'identifier le nom du support utilisé.	3
10	Contrôle et avis de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP)	Non requis. Le seuil justifiant le contrôle préalable n'étant pas atteint.	
11	Exécution du marché	<p>La Garantie de soumission n'est pas versée au dossier de même que la garantie de bonne exécution.</p> <p>Par ailleurs, aucun document n'attestant la réception n'est versé au dossier.</p>	2
12	Paiements	idem que 11 ci-dessus.	1
13	Recours et litiges	Aucun recours n'a été porté à la connaissance de l'auditeur.	
14	Vérification de l'exécution physique	Les délais étiqués compte tenu du retard apporté dans la mise à disposition des dossiers n'ont pas permis la vérification de l'exécution physique.	

15	Indiquer les violations éventuelles à la réglementation constatées pendant la passation et l'exécution du marché	Violation des dispositions de l'article 67 alinéa 4 du Code des Marchés Publics relatif à la communication du PV d'ouverture des offres aux soumissionnaires. La preuve de cette communication n'a pas été fournie à la mission.	
16	Conclusion	Le dossier apparaît conforme en ce qui concerne la partie mise à la disposition de l'auditeur. Toutefois, il est incomplet et il y a eu des retards dans la communication des pièces disponibles. Ce qui a gêné l'exécution de la mission.	2

**Points de Vérification
Appel d'Offres Ouvert**

Référence du marché : Marché n°006/08

Objet du marché : Fourniture de groupes électrogènes à la Présidence de la République et à l'Ile de Gorée.

Montant du marché : 69 976 221 F.CFA

Référence du titulaire : PRAMAC route de l'aéroport x VDN BP 8959

Lot 1: 36 485 375 F. CFA, HTVA

Lot II: 33 490 846 F. CFA, HTVA

N°	RUBRIQUE	Constats et commentaires	Notation
1	Plan de passation de marchés	Le marché n'est pas mentionné dans le PPM. Il n'a pas été publié un avis général de passation de marchés par l'Autorité contractante à ce sujet.	3
2	Revue du dossier d'appel ⁴ d'offres	Les pièces essentielles du DAO sont incluses. Les critères de qualification et d'évaluation sont établis, pertinents et mesurables. Il s'agit pour l'ensemble : - de disposer des pièces administratives en cours de validité ; - la conformité des offres par rapport aux critères techniques définis dans le DAO ; - d'avoir le coût équivalent le plus bas.	1
3	Publicité	<u>Publication de l'Avis d'appel d'offres :</u> Le support de publication de l'Avis d'appel d'offres n'a pas été versé au dossier transmis à la mission.	3
4	Ouverture des offres	<u>Présence des soumissionnaires :</u> Aucune indication n'a été mentionnée au niveau du PV d'ouverture des plis. La Commission ayant procédé à l'ouverture des offres est celle officiellement nommée par note n°002/2008 du 07/01/2008. Aucun document attestant la transmission du PV d'ouverture des plis aux représentants des soumissionnaires n'a été mis à la disposition de la mission.	2

5	Evaluation des offres et proposition d'attribution provisoire	<p>Nombre d'offres reçues : 05</p> <p>Il s'agit des soumissionnaires ci-après :</p> <p>EQUIP PLUS : 42 082 788 F.CFA HTVA (Lot 1) 34 413 488 F.CFA HTVA (Lot 2)</p> <p>AFCO: 39 459 000 F.CFA HTVA (Lot 1) 35 335 000 F.CFA HTVA (Lot 2)</p> <p>BERNABE: 32 162 261 F.CFA HTVA (Lot 1) 34 222 739 F.CFA HTVA (Lot 2)</p> <p>MATFORCE: 35 541 134 F.CFA HTVA (Lot 1) 38 228 779 F.CFA HTVA (Lot 2)</p> <p>PRAMAC: 36 485 375 HTVA (Lot 1) 33 490 846 HTVA (Lot 1)</p> <p>Les offres conformes aux critères techniques et évaluées les moins disantes ont été retenues pour chaque lot. Seuls les critères d'évaluation prévus dans le DAO ont été utilisés lors de cette phase.</p> <p>Date d'ouverture des offres : 28/05/08 Date d'approbation du rapport d'évaluation : 20/06/08. Soit un délai de 23 jours.</p>	1
6	Publication de l'attribution Provisoire	La justification de l'insertion dans un journal de l'attributaire provisoire n'a pas été communiquée lors de la mission.	2
7	Revue du marché	<p>Lot 1 : Le marché a été signé en juillet 2008 (la date exacte n'est pas précisée)</p> <p>Lot 2 : idem</p> <p>Toutes les garanties requises ont été prises en compte.</p>	2
8	Approbation et notification du marché	<p>Le marché a été approuvé par le Directeur Général.</p> <p>Il n'est pas possible de vérifier le respect des délais entre l'attribution provisoire et la soumission à l'approbation puisque comme dit ci-dessus en 6, aucun élément de dossier ne permet de procéder aux vérifications nécessaires.</p> <p>Le document relatif à la notification n'est pas versé au dossier.</p>	2
9	Publication de l'attribution définitive	L'avis d'attribution définitive communiqué n'est pas daté. Il n'est pas possible de vérifier sur ce document de quel support de publication il s'agit.	2

10	Contrôle et avis de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP)	Non requis. Le seuil de la DCMP n'est pas atteint.	1
11	Exécution du marché	Garantie de bonne exécution : non versée au dossier Réception : Le PV de réception n'est pas disponible dans le dossier communiqué.	3
12	Paielements	Documentation non disponible dans le dossier communiqué.	3
13	Recours et litiges	Sans objet	
14	Vérification de l'exécution physique	La vérification de l'exécution physique n'a pas pu être mise en œuvre. Le responsable de la Cellule n'ayant pas, selon ses propos, de contact au niveau des bénéficiaires.	3
15	Indiquer les violations éventuelles à la réglementation constatées pendant la passation et l'exécution du marché	Violation des dispositions de l'article 67 alinéa 4 du Code des Marchés Publics relatif à la communication du PV d'ouverture des offres aux soumissionnaires. La preuve de cette communication n'a pas été fournie à la mission.	
16	Conclusion	Le dossier est bien élaboré dans son ensemble. Toutefois, il est incomplet. Et les relances n'ont pas permis de réunir toutes les pièces. Par ailleurs, il n'a pas été possible de vérifier l'exécution physique malgré la demande formulée.	2

MARCHE DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES**Référence du marché : Marché n°009/08****Objet du marché : Mise en place d'une solution Back up centralisée des données****Montant du marché : 263 749 810 F.CFA (HTVA)****Référence du titulaire : PLATFORM TECHNOLOGIE, n°3086 SICAP Amitié****1 – Avenue Bourguiba à Dakar**

N°	RUBRIQUE	Constats et commentaires	Notation
1	Plan de passation de marchés	Le marché est mentionné dans le PPM. L'Avis général de passation de marchés n'a pas été communiqué à la mission après relance. Il n'est pas possible d'attester de son existence.	2
2	Publicité	En lieu et place de l'Appel à Manifestation d'Intérêt conformément aux dispositions du Code des Marchés Publics (CMP) en article 79, la SENELEC a lancé un appel, d'offres. Il n'y a pas trace de la publicité qui a été organisée dans le dossier communiqué.	3
3	Etablissement de la liste restreinte	Il n'a pas été constitué une liste restreinte.	3
4	Revue de la demande de proposition	Un DAO a été produit en lieu et place. Les pièces essentielles du dossier sont incluses. Les critères de qualification et d'évaluation sont établis, pertinents et mesurables. Il s'agit pour l'essentiel de : <ul style="list-style-type: none">- La conformité de l'offre par rapport aux fonctionnalités et spécifications techniques définies au niveau des TDR ;- La mise à disposition d'un plan détaillé de réalisation ;- La nécessité de justifier au moins deux références similaires au projet sur la base d'attestations de bonne exécution ;- L'engagement de réaliser le projet dans un délai maximum de 03 mois ;- L'obligation de fournir la liste des intervenants avec leurs CV ;- L'existence d'un service après vente correctement équipé ;- La production des pièces administratives conformes ;- L'identification de l'offre financière la moins disante après correction des erreurs éventuelles.	1

		<p>Des termes de référence sont joints au DAO. Ils précisent entre autres :</p> <ul style="list-style-type: none"> (i) les serveurs cibles, (ii) les fonctionnalités et spécifications techniques, (iii) l'étendue et la limite des prestations qui induit par ailleurs, la fourniture d'équipements de contrôle et d'optimisation du trafic, la fourniture d'équipements de monitoring, d'analyse de flux et de gestion de la QoS, (iv) les compétences du soumissionnaire, (v) le planning prévisionnel. 	
5	Délai accordé pour le dépôt des offres	<p>Le DAO date d'avril 2008, et la date de dépôt des offres, c'est le 11 juin 2008. Les 45 jours prévus par le CMP en son article 63 ont été respectés. L'avis d'appel d'offres n'était pas disponible dans le dossier communiqué.</p>	2
6	Procédure d'ouverture des offres	<p>Aucun document attestant la présence des soumissionnaires lors de l'ouverture des offres n'a été versé au dossier communiqué.</p> <p>La commission ayant procédé à l'ouverture des offres est celle qui a été officiellement nommée par la note de Direction n° 002/2008 du 07 janvier 2008.</p> <p>Aucun document attestant la transmission du PV d'ouverture des offres aux représentants des soumissionnaires n'a été versé dans le dossier communiqué.</p>	2
7	Vérification de l'évaluation des offres	<p>Nombre d'offres reçues : 07</p> <p>Il s'agit de :</p> <ul style="list-style-type: none"> 1) PLATFORM TECHNOLOGIES : 263 749 810 F.CFA HTVA/HD 2) ATI : 286 486 500 F.CFA HTVA/HD 3) EBS : 298 813 326 F.CFA HTVA/HD 4) CBI : 392 606 461 F.CFA HTVA/HD 5) BULL : 583 304 009 F.CFA 6) CFAO TECHNOLOGIES : 325 595 625 F.CFA HTVA/HD 7) NEURO TECH : 339 395 625 F.CFA HTVA/HD <p>L'offre retenue a été celle techniquement conforme et financièrement la moins disante d'après le rapport d'analyse de la sous commission technique. Pour l'évaluation, seuls les critères prévus au DAO ont été utilisés.</p>	2

		<p>Toutefois, il est à préciser que les offres financières des soumissionnaires ci-après, n'ont pas été versées dans le dossier communiqué :</p> <ul style="list-style-type: none"> - BULL - CBI - NEURO TECH - EBS - PLATFORM TECHNOLOGIES <p>Cette situation ne permet pas une correcte appréciation des conclusions du rapport de la sous commission chargée de l'évaluation des offres. Date d'ouverture des plis : 11 juin 2008 Date d'approbation du rapport d'évaluation : 23 juillet 2008 Soit un délai de 42 jours entre les deux dates.</p>	
8	Publication de l'attribution Provisoire	L'attribution provisoire a fait l'objet d'une publication dans le journal « Le Soleil » du 18 septembre 2008 conformément aux dispositions de l'article 81 alinéa 3 du Code des Marchés Publics.	1
9	Approbation et notification du marché et, publication de l'attribution définitive	Aucun élément de dossier n'a été fourni à ce sujet au cours de la mission. L'attribution définitive n'est pas disponible dans le dossier communiqué.	3
10	Contrôle et avis de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP)	<p>Le dossier d'appel d'offres qui a été élaboré en lieu et place de la Demande de Manifestation d'Intérêt (DMI) pour identifier au préalable les compétences disponibles n'a pas été transmis à la DCMP pour avis, conformément aux dispositions de l'arrêté n° 011580 du 28 décembre 2007 mettant en application l'article 138 du CMP fixant les seuils de contrôle a priori des dossiers de passation de marchés. Aucune preuve attestant cette transmission (correspondances échangées avec la DCMP) n'a été versée au dossier communiqué.</p> <p>Egalement, aucun document dans le dossier communiqué ne confirme la transmission à la DCMP du rapport d'analyse comparative des offres de même que du projets de PV d'attribution provisoire établis par la Commission des marchés conformément à l'article 2 de l'arrêté n° 11580 du 28 décembre 2007.</p> <p>L'examen du projet de marché par la DCMP n'est cependant pas requis. Le seuil y relatif n'étant pas atteint dans ce cas précis.</p>	2

11	Exécution du contrat	Aucun élément de dossier n'a été fourni en ce qui concerne l'exécution du marché. Ni la garantie de bonne exécution, ni le document attestant la réception y relative.	3
12	Paielements	Les justificatifs de paiement ne sont pas disponibles dans le dossier communiqué.	3
13	Compétitivité des prix	Par rapport à la mission ciblée et aux prix proposés, le moins disant a été retenu. Le prix proposé semble justifié par rapport à la mission.	1
13	Recours et litiges	Aucun recours ou litige concernant ce dossier n'a été porté à la connaissance de la mission.	
14	Violations éventuelles à la réglementation	Violation des dispositions de l'article 67 alinéa 4 du Code des Marchés Publics relatifs à la communication du PV d'ouverture des offres aux soumissionnaires. La preuve de cette communication n'a pas été fournie à l'Auditeur. Violation de l'article 83 du Code des Marchés Publics relatif à la publication de l'attribution définitive. La preuve de cette publication n'a pas été fournie à l'Auditeur. Violation des articles 1 et 2 de l'arrêté n° 011580 du 28 décembre 2007 fixant les seuils de contrôle a priori des dossiers de passation des marchés. La preuve de la transmission du DAO et puis du rapport d'analyse des offres n'ayant pas été fournie à la mission.	3
15	Conclusion	La saisine préalable de la DCMP aurait permis de mettre en œuvre la procédure idoine. Le dossier communiqué à la mission est incomplet. Toutefois, la précision des TDR a permis de retenir le cabinet ayant la meilleure proposition technique et qui est moins disant.	3

MARCHE DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES**Référence du marché : Marché n°0011/08****Objet du marché : Réévaluation des immobilisations****Montant du marché : 97 500 000 F.CFA (HTVA)****Référence du titulaire : GMI AUDIT CONSEILS, BP E 3404 BAMAKO, MALI**

N°	RUBRIQUE	Constats et commentaires	Notation
1	Plan de passation de marchés	Le marché est mentionné dans le PPM. L'Avis général de passation de marchés n'a pas été communiqué à la mission après relance. Il n'est pas possible d'attester de son existence.	2
2	Publicité	Le marché n'a pas fait l'objet d'un appel à manifestation d'intérêts. Il n'y a pas trace de la publicité qui a été organisée dans le dossier communiqué. Les mentions prévues sont incluses mais la présentation de l'avis d'appel d'offres n'est pas conforme au modèle diffusé par l'ARMP sur son site.	2
3	Etablissement de la liste restreinte	La SENELEC n'a pas établi de liste restreinte. Elle a procédé à un appel d'offres comme évoqué au point 2 ci-dessus.	
4	Revue de la Demande de Proposition	Le dossier est bien conçu Les Termes de Références sont précis Les critères d'évaluation sont en adéquation avec les TDR.	
5	Délai accordé pour le dépôt des offres	Le délai accordé pour le dépôt des offres est d'un mois et demi du 06 mars 2008 date de retrait du DAO par tout soumissionnaire intéressé et le 23 avril 2008 date de dépôt des offres. Ce délai est de 30 jours conformément aux dispositions de l'article 63 du Code des Marchés Publics.	2
6	Ouverture des offres	L'ouverture des offres a eu lieu le 04 juin 2008. Deux offres étaient réceptionnées. Celles de GMI-Audit de Bamako et de BDO MBA de Dakar pour respectivement 106 200 000 et 309 836 475. Ce premier appel d'offres avait fait l'objet d'un cahier de charges évoqué dans le rapport de la sous commission technique d'analyse. Ledit cahier des charges n'était pas disponible dans le dossier communiqué. La sous commission technique devait procéder à l'analyse des offres et déposer son rapport le 20 juin 2008. Le 09 juillet 2008, la Commission	2

		<p>des Marchés approuvait le rapport de la sous commission technique en déclarant l'appel d'offres infructueux. Aucun soumissionnaire n'ayant été qualifié au regard du cahier des charges.</p> <p>Par lettre n° 03697 du 11 novembre 2008, la DCMP au vu de l'appel d'offres passé dans le Soleil du 10 novembre 2008 demandait à la SENELEC de se conformer aux dispositions du Code des Marchés Publics, notamment en ses articles 56 et 63 en procédant préalablement à une demande de manifestation d'intérêt, pour présélectionner après sur la base de l'article 79 dudit décret, les candidats admis à présenter une offre.</p> <p>Une demande de manifestation d'intérêt a donc été produite pour demander aux candidats intéressés de déposer leur manifestation d'intérêt à la SENELEC, le 14 janvier 2009.</p>	
7	Vérification de l'évaluation des offres et proposition d'attribution provisoire	<p>Le rapport d'analyse du 20 janvier 2009 de la sous commission technique y relatif, basé sur les critères portant sur (i) l'expérience en matière de réévaluation des immobilisations dans une société d'électricité ou industrielle comparable à la SENELEC, (ii) l'expérience justifiée par une attestation de bonne exécution émanant du maître d'ouvrage, (iii) la présence au sein des cabinets d'au moins un ingénieur électricien et d'un expert comptable.</p> <p>Sur ces bases les Cabinets suivants avaient été présélectionnés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - BDO MBA - GMI AUDIT MF Conseils - CABINET MAZARS - KPMG <p>La Commission des Marchés a confirmé son approbation de ces conclusions, le 28 janvier 2009.</p> <p>Une demande de proposition a ainsi été communiquée aux cabinets présélectionnés en mars 2009. Celle-ci comprenait : (a) la lettre d'invitation, (b) les instructions aux soumissionnaires, (c) les formulaires de propositions techniques, (d) les formulaires de propositions financières, (e) les termes de référence et (f) le marché. Le dépôt des plis et leur ouverture était fixé au 22 avril 2009.</p>	2

		<p>Le PV d'ouverture des offres relevait que seules deux offres étaient déposées. Celles de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - MAZARS - GMI AUDIT MF CONSEIL <p>Après analyse technique (Expérience, Méthodologie) et financière, la Commission des Marchés a attribué le marché au cabinet le moins disant GMI pour 97 500 000 F.CFA. L'offre financière de MAZARS se chiffrant à 135 200 000 F.CFA HTVA.</p>	
8	Publication de l'attribution Provisoire	Aucun document justificatif n'a été communiqué en ce qui concerne la publicité de l'attribution provisoire.	2
9	Approbation et notification du marché et publication de l'attribution définitive	Aucun élément de dossier n'a été fourni à ce sujet au cours de la mission. L'attribution définitive n'est pas disponible dans le dossier communiqué.	2
10	Contrôle et avis de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP)	L'implication de la DCMP évoquée au point 4 ci-dessus a permis de rattraper la procédure et de respecter les dispositions du nouveau Code des Marchés Publics dans le cadre de la Prestation intellectuelle qui requiert au préalable une Demande de manifestation d'Intérêt avant la communication aux soumissionnaires potentiels qualifiés de la demande de proposition.	2
11	Exécution du marché	Aucun élément de dossier n'a été fourni en ce qui concerne l'exécution du marché.	3
12	Paielements	idem que 11 ci-dessus.	1
13	Recours et litiges	Il ne semble pas y avoir de recours et de litiges concernant ce dossier selon les éléments communiqués.	2
14	Indiquer les violations éventuelles à la réglementation constatées pendant la passation et l'exécution du marché	Violation des dispositions de l'article 67 alinéa 4 du Code des Marchés Publics relatif à la communication du PV d'ouverture des offres aux soumissionnaires. La preuve de cette communication n'a pas été fournie à la mission. Violation de l'article 83 du Code des Marchés Publics relatif à la publication de l'attribution définitive. La preuve de cette publication n'a pas été fournie à la mission.	2
16	Conclusion	Un temps important presque un an, de juin 2008 à mai 2009 a été mis dans la sélection du cabinet à cause de la méconnaissance de la procédure.	2

**Points de Vérification
Appel d'Offres Ouvert (AOO)**

Référence du marché : Marché n°0014/08

Objet du marché : Fourniture de transformateurs HTA/BTA (109 transformateurs : offre de base et 131 Variante)

Montant du marché : 478 562 000 & 65 797 040 F.CFA (HTVA)

Référence des titulaires : TIWA, Point E, Tel 33 825 39 36 à Dakar : 478 562 000 F.CFA & SAHEL GAS, Zone Industrielle SODIDA, Tel 33 869 16 90 à Dakar : 65 797 040 F.CFA.

N°	RUBRIQUE	Constats et commentaires	Notation
1	Plan de passation de marchés	Le marché est mentionné dans le PPM. L'Avis général de passation de marchés n'a pas été communiqué à la mission après relance. Il n'est pas possible d'attester de son existence.	2
2	Revue du dossier d'appel d'offres	Le dossier d'Appel d'offres date du mois d'avril 2008. Il a été conçu avant le dossier type de décembre 2008 diffusé par l'ARMP. Néanmoins, la structuration du DAO est la même. Il comprend les trois parties relatives : (i) aux instructions aux candidats ainsi que les formulaires de soumission, (ii) les conditions d'approvisionnement des fournitures, (iii) le marché avec le modèle de bon de commande, le modèle de garantie de bonne exécution. Le dossier élaboré apparaît conforme par rapport aux dispositions requises.	1
3	Publicité	Il n'y a pas trace de la publicité qui a été organisée dans le dossier communiqué. Les mentions prévues sont incluses mais la présentation de l'avis d'appel d'offres n'est pas conforme au modèle diffusé par l'ARPM sur son site. Il n'est pas possible d'apprécier le délai accordé pour le dépôt des offres. La date de publication de l'avis d'appel d'offres n'est pas précisée, les supports y relatifs ne sont pas disponibles dans le dossier. Néanmoins, la date de dépôt des offres mentionnée, c'est le 18 juin 2008.	2
4	Ouverture des offres	L'ouverture des offres a eu lieu le 02 juillet 2008 en présence des membres de la Commission des Marchés à l'exception du Contrôle financier. Aucun élément du dossier n'atteste de la participation des soumissionnaires à cette séance d'ouverture des plis et la communication à ces derniers du PV d'ouverture des plis.	1

		<p>Les six offres recevables comprenant les cautions de soumission requises ont été enregistrées :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ TIWA : 509 230 000 avec une variante de 550 062 000 F. CFA ▪ MATSEN : 509 192 529 avec une variante de 553 527 369 F. CFA ▪ ABB Technologies SA : 613 650 009 avec une variante de 667 448 760 F. CFA ▪ BENET Group : 533 621 083 avec une variante de 525 482 266 F. CFA ▪ SAHEL GAS : 561 835 532 avec une variante de 605 455 214 F. CFA ▪ EQUIP PLUS : 570 983 000 avec une variante de 614 034 000 F. CFA 	
5	Evaluation des offres et proposition d'attribution provisoire	<p>Au plan technique, les offres de BENET GROUP et de ABB ont été jugées non conformes pour respectivement 15 et 9 items. Ceci en rapport avec les caractéristiques définies. Les offres évaluées les moins disantes ont été adjudgées respectivement à :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ TIWA : 478 562 000 F.CFA ▪ SAHEL GAZ : 65 797 040 F.CFA <p>Un délai de 21 jours a été observé entre l'ouverture des offres, le 02 juillet et l'approbation des adjudications, le 23 juillet 2008 à l'issue de l'évaluation des offres.</p>	2
6	Publication de l'attribution provisoire	L'attribution provisoire a fait l'objet d'une publication dans le quotidien « Le Soleil » du 11 septembre 2008.	2
7	Revue du marché	le marché n'était pas disponible dans le dossier communiqué.	3
8	Approbation et notification du marché	Aucun élément de dossier n'a été fourni à ce sujet au cours de la mission.	2
9	Publication de l'attribution définitive	L'attribution définitive a fait l'objet d'une publication. Toutefois, celle-ci n'a pas pu être identifiée dans la coupure de presse qui a été communiquée.	3
10	Contrôle et avis de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP)	Ce dossier au-delà du seuil requis aurait dû être soumis à la DCMP dans son ensemble depuis la préparation du DAO jusqu'à la finalisation des marchés correspondants. Sur la base des pièces communiquées, la DCMP n'a pas été impliquée.	2

11	Exécution du marché	Aucun élément de dossier n'a été fourni en ce qui concerne l'exécution du marché.	3
12	Paielements	Idem que 11 ci-dessus.	1
13	Recours et litiges	Il ne nous semble pas y avoir de recours et de litiges concernant ce dossier selon le dossier communiqué.	2
14	Vérification de l'exécution physique	Les délais étiqués eu égard au retard apporté dans la mise à disposition des dossiers n'ont pas permis la vérification physique sur le terrain.	2
15	Indiquer les violations éventuelles à la réglementation constatées pendant la passation et l'exécution du marché	<p>Violation des dispositions de l'article 67 alinéa 4 du Code des Marchés Publics relatif à la communication du PV d'ouverture des offres aux soumissionnaires. La preuve de cette communication n'a pas été fournie à la mission.</p> <p>Les dispositions de l'article 138 du Code des Marchés et de l'arrêté 11 580 du 28 décembre 2007 n'ont pas été respectées. Le projet de DAO produit n'a pas été soumis à la DCMP alors que le seuil est dépassé.</p> <p>Par ailleurs, sur la base du dossier communiqué le rapport d'analyse des offres n'a pas été soumis à la DCMP de même que le PV d'Attribution provisoire bien que le seuil soit dépassé.</p> <p>Il en est de même en ce qui concerne le projet de marché nettement au dessus du seuil et qui n'a pas été soumis à l'examen juridique et technique de la DCMP.</p>	3
16	Conclusion	Sur la base de l'évaluation effectuée, les offres évaluées moins disantes ont été retenues. Cependant, la SENELEC n'a pas respecté les dispositions du Code des Marchés Publics. puisqu'elle devait soumettre la procédure de passation de marchés à la DCMP depuis l'établissement du DAO jusqu'à la conclusion des marchés y afférents.	2

Points de Vérification
Demande de Renseignements et de Prix (DRP)

Références du marché : Appel Ecrit à la Concurrence (AEC) n°035/08

Objet du marché : Pièces de rechange pour séparateur SU 700

Montant du marché : 20 590 € soit 13 506 155 F.CFA

Référence du titulaire : Delta Energie, Zone d'emploi de la BAUDRIERE
27 520 BOURG THEROULD BP ROUEN FRANCE

N°	Rubrique	Constats et commentaires	Notation
1	Plan de passation de marchés	La DRP est prévue dans le PPM 2008. Toutefois, l'examen de la DRP ne révèle pas de fractionnement.	1
2	Publicité	Aucun document attestant la publicité organisée au sujet de la DRP n'a été versé dans le dossier communiqué.	3
3	Délai accordé pour le dépôt des offres	La lettre d'invitation n'est pas versée dans le dossier communiqué.	3
4	La liste restreinte est-elle composée d'au moins 5 candidats	La liste des candidats présélectionnés n'est pas versée dans le dossier communiqué et il n'est pas possible de vérifier la réception effective de la lettre d'invitation.	3
5	Vérification de l'existence effective d'offres	Nombre d'offres reçues : 04 Les offres ci-après en F.CFA & HTVA ont été communiquées : 1) Delta Energie, Rouen : 15 382 192 2) MATFORCE, Dakar : 25 067 065 3) SOCER SARL, Dakar : 32 471 640 4) AFCO Dakar : 30 699 000 Les offres sont archivées et les entreprises présélectionnées existent. Elles sont toutes identifiées au niveau des services fiscaux.	2
6	Procédure d'ouverture des offres	Aucune pièce justificative du dossier communiqué n'atteste que les offres ont été ouvertes en séance publique.	1
7	Vérification des PV et d'ouverture d'évaluation	Le marché a été attribué à l'offre conforme la moins disante. Cependant, le rapport d'évaluation n'est pas joint.	2
8	Documents contractuels	La DRP a fait l'objet du bon de commande n° 200810807/0 du 25 mars 2008. Elle doit être exécutée dans un délai de 49 jours.	1

9	Exécution du contrat	Aucun document attestant l'exécution du marché n'a été communiqué à la mission.	3
10	Paielements	Les justificatifs de paiements ne sont pas disponibles dans le dossier communiqué.	3
11	Compétitivité des prix	Il s'agit d'un domaine technique particulier qui requiert la mobilisation d'une expertise spécifique pour compléter la revue.	N/N
12	Recours et litiges	Sans objet	N/N
13	Vérification de l'exécution physique	Idem que 11 ci-dessus	N/N
14	Indiquer les violations éventuelles à la réglementation constatées pendant la passation et l'exécution du marché	Conformément aux dispositions de l'article 77, alinéa 2, second tiret, le Code des Marchés Publics préconise la sélection d'au moins cinq entreprises. Dans le dossier communiqué, seuls quatre factures pro forma sont disponibles . Au regard de ces pièces, la SENELEC n'a pas consulté cinq entreprises. Ce qui constitue une violation des dispositions du CMP.	3
15	Conclusion	Le dossier relatif à cette DRP est incomplet et décèle un non respect des dispositions du nouveau CMP. Notamment en ce qui concerne le nombre minimum d'entreprises à solliciter.	2

Points de Vérification
Demande de Renseignements et de Prix (DRP)

Références du marché : AEC n°243 08 du 18 avril 2008

Objet du marché : Fourniture et installation d'une électropompe immergée de gavage pour la C4.

Montant du marché : 13 447 119 F.CFA HTVA

Référence du titulaire : FLOWSERVE, 13 rue Maurice Trintignant 72234 Annaye Cedex France

N°	Rubrique	Constats et commentaires	Notation
1	Plan de passation de marchés	La DRP figure dans le PPM transmis à la DCMP. Toutefois, l'examen de la DRP ne révèle pas de fractionnement.	2
2	Publicité	Un Appel Ecrit à la Concurrence (AEC) n° 089/08/DA/SA (comportant l'objet, les caractéristiques techniques, le délai de livraison, la présentation des offres, les conditions d'adjudication, les pénalités, le mode de règlement, le dépôt des offres) est transmis aux entreprises sélectionnées.	1
3	Délai accordé pour le dépôt des offres	La lettre d'invitation adressée aux candidats du 15 avril 2008 qui a fait l'objet d'une relance le 16 mai 2008. La date limite de dépôt des offres prévue initialement le 23 avril avait été repoussée au 28 mai 2008. Soit un délai de 08 à 12 jours.	1
4	La liste restreinte est-elle composée d'au moins 5 candidats	La liste et le Fax des candidats présélectionnés selon la fiche de présélection des fournisseurs et PV d'ouverture de la commission spécifique est la suivante : <ul style="list-style-type: none">- SOCER : 33 824 91 97- TROUVAY & CAUVIN : 33 820 10 09- SOFICA : 33 832 04 49- SHEL GAZ : 33 824 46 11- BERNABE : 33 823 34 20- AFCO : 33 832 19 65- ETS NOHINE MAR : 33 832 67 30- MATEQUIP : 33 832 64 94- CODAC : 33 832 57 20- GDCI : 33 825 08 49- MATFORC E: 33 839 95 50- SECOM AFRIQUE : 33 822 94 80	2

		Deux entreprises (TROUVAY & CAUVIN de même que MATFORCE) n'auraient pas reçu le fax. Aucun document n'a été communiqué à la mission pour permettre de vérifier la réception effective de la lettre d'invitation.	
5	Vérification de l'existence effective d'offres	Selon le PV d'ouverture les candidats ci-après, ont déposé des offres (en F.CFA): 1) Delta Energie, Rouen en France : 13 506 155 2) MATFORCE, 10 AV. Faidherbe : 17 198 498 3) SOCER SARL, rue 13 Dieuppeul, villa 2543 : 22 740 660 4) AFCCO, Pont Colobane, Dakar : 23 805 000 5) Aucun document attestant la réception effective de l'AEC par les candidats n'a été versé dans le dossier communiqué.	2
6	Procédure d'ouverture des offres	Aucun élément de dossier ne permet de confirmer que l'ouverture des offres a eu lieu en séance publique.	3
7	Vérification des PV d'ouverture et d'évaluation	Le PV d'ouverture des offres ainsi que le rapport d'évaluation n'ont pas été versés dans le dossier communiqué à l'Auditeur. Cependant, en lieu et place de la commission des marchés, c'est une autre qui traite des DRP. Le Directeur Général de la SENELEC siège dans cette commission.	3
8	Document contractuel	La DRP a fait l'objet d'un bon de commande n°2008 10807/0 du 25/03/08. Le délai de livraison est de 49 jours.	1
9	Exécution du contrat	Aucun document attestant l'exécution de la commande n'a été versé au dossier communiqué à l'Auditeur.	3
10	Paielements	Idem	3
11	Compétitivité des prix	Compte tenu de la particularité du domaine, il est difficile de se prononcer sur cette question.	N/A
12	Recours et litiges	Aucun recours ou litige n'a été porté à la connaissance de l'Auditeur.	N/A

13	Vérification de l'exécution physique	Idem que 11 ci-dessus.	N/A
14	Indiquer les violations éventuelles à la réglementation constatées pendant la passation et l'exécution du marché	L'absence des documents signalée aux points 4, 5, 6, 9, et 10 ci-avant ne permet pas de formuler une opinion.	3
15	Conclusion	Le dossier n'est pas complet. Il n'est pas possible d'attester que les fax ont été reçus par les cabinets présélectionnés. Les documents relatifs à l'exécution de la commande ne sont pas disponibles.	2

Points de Vérification
Demande de Renseignements et de Prix (DRP)

Références du marché : AEC n°264/08

Objet du marché : Achat de compresseur

Montant du marché : 27 831 €, soit 18 255 939 F.CFA

Référence du titulaire : KAESER 3, Av. Bataillon Carmagnole Liberté 69518
Vaulx en Velin FRANCE

N°	Rubrique	Constats et commentaires	Notation
1	Plan de passation de marchés	La DRP n'a pas été vérifiée dans le PPM communiqué. Il ne semble pas cependant y avoir de fractionnement.	2
2	Publicité	Une douzaine de société a été ciblée pour cette DRP.	1
3	Délai accordé pour le dépôt des offres	Le délai accordé est de 08 jours. Du 16 au 24 septembre 2008.	1
4	La liste restreinte est-elle composée d'au moins 5 candidats	Les 19 sociétés présélectionnées étaient : <ul style="list-style-type: none">- AFCO Fax : 33 832 19 65- ATLAS CORPO: compresseurs@fr.atlascopco.com- CESP Fax : 33 842 75 32- CIRBUS : Fax : 00 33 4 5068 1987- DELTA ENERGIE : delta@delta-energie.fr- EMMG : jonas.adjanohoun@emmg.biz- ERVOR : Fax : 00 33 1 4739 1053- ETAPERU : Fax : 33 832 03 60- GIODIN SAUER : Fax : 00 33 1 3968 9092- GPI : Fax : 33 832 49 40- KAESER : Fax : 00 33 1 3109 3199- MATFORCE : Fax : 33 839 95 50- SACIS : Fax 33 867 26 58- SAHEL GAZ : Fax 33 864 67 20- SAUDEQUIP : Fax 33 832 56 60- SCES : Fax 33 820 85 02- SIGMA TECHNOL : Fax 33 824 96 61- SOCER : Fax 33 824 91 97- SOFICA : 33 832 04 49	1
5	Vérification de l'existence effective d'offres	Trois offres ont été reçues : 1) Delta Energie : Non conforme 2) AFCO : 12 820 000 F.CFA 3) KAESER : 10 166,40 € soit 6 668 721 F.CFA	1

6	Procédure d'ouverture des offres	Aucun élément de dossier n'atteste l'ouverture des offres en séance publique.	3
7	Vérification des PV d'ouverture et d'évaluation	Le marché a été attribué à l'offre conforme jugée moins disante. Cependant, en lieu et place de la commission des marchés, c'est une autre qui traite des DRP. Le Directeur Général de la SENELEC siège dans cette commission.	1
8	Documents contractuels	<ul style="list-style-type: none"> - La DRP a fait l'objet du bon de commande n° 200813466/0 du 21/10/2008. - La livraison était prévue dans un délai de 28 jours 	1
9	Exécution du contrat	Aucun élément attestant la réception provisoire ne figure dans le dossier.	3
10	Paielements	Il n'existe aucun justificatif de paiement parmi les documents communiqués.	3
11	Compétitivité des prix	La diversité des soumissionnaires permet d'affirmer que les prix sont ceux en usage.	1
12	Recours et litiges	Sans objet	N/A
13	Vérification de l'exécution physique	Non effectuée.	N/A
14	Indiquer les violations éventuelles à la réglementation constatées pendant la passation et l'exécution du marché	L'absence des documents aux points 6, 7 et 10 ne permet pas l'expression d'une opinion.	3
15	Conclusion	Le dossier est incomplet notamment pour la gestion de la procédure de passation de marché comme de son exécution.	2

Points de Vérification
Demande de Renseignements et de Prix (DRP)

Références du marché : AEC n°280

Objet du marché : Fourniture de pièces mécaniques pour la C4

Montant du marché : 46 168 €, soit 30 284 223 F.CFA

Référence du titulaire : IRM, 243, Av. Maurice Berteaux BP 6-59430 Saint-Pol-Sur-Mer FRANCE

N°	Rubrique	Constats et commentaires	Notation
1	Plan de passation de marchés	La DRP est indiquée dans le PPM transmis à la DCMP. Toutefois, l'examen de la DRP ne révèle pas de fractionnement.	1
2	Publicité	Dix sociétés ont été présélectionnées au départ.	1
3	Délai accordé pour le dépôt des offres	Le délai accordé est de 21 jours. Du 06 octobre au 27octobre 2008.	1
4	La liste restreinte est-elle composée d'au moins 5 candidats	La liste restreinte. comprend 10 candidats	1
5	Vérification de l'existence effective d'offres	Nombre d'offres reçues : 05 Soit en F.CFA, TTC : - ITC : 46 918 566 - IRM : 38 333 769 - SACIS : 107 523 030 - MATFORCE : 43 770 981 - SATA : 61 355 431	1
6	Procédure d'ouverture des offres	Il n'existe pas dans le dossier communiqué de pièce justifiant une ouverture des offres en séance publique.	1
7	Vérification des PV d'ouverture et d'évaluation	L'offre de IRM est moins chère. Elle est retenue pour 46 168 €, soit 30 284 223 F.CFA. Cependant, en lieu et place de la commission des marchés, c'est une autre qui traite des DRP. Le Directeur Général de la SENELEC siège dans cette commission.	1
8	Documents contractuels	La DRP a fait l'objet du bon de commande n° 200813737/0 du 11 novembre 2008. Le délai de livraison est de 14 jours.	1

9	Exécution du contrat	Les pièces justificatives ne sont comprises dans le dossier communiqué.	3
10	Paielements	Idem que ci-dessus.	3
11	Compétitivité des prix	La diversité des soumissionnaires permet d'attester que les prix sont ceux du marché.	1
12	Recours et litiges	Sans objet	
13	Vérification de l'exécution physique	Non effectuée.	N/A
14	Indiquer les violations éventuelles à la réglementation constatées pendant la passation et l'exécution du marché	Les dispositions du CMP n'ont pas été respectées notamment en ce qui concerne les articles 53 – 2 – b et 77 – 1. Le seuil de 30 000 000 étant dépassé.	3
15	Conclusion	L'offre moins conforme et moins chère a été retenue. Toutefois, aucune pièce relative à l'exécution n'est jointe au dossier communiqué. Par ailleurs, le seuil a été dépassé en ce qui concerne les DRP.	2

**Points de Vérification
Demande de Renseignements et de Prix (DRP)**

Référence du marché : AEC n°264/08

Objet du marché : Formation ORACLE

Montant du marché : 17 054 882 F.CFA (HTVA)

Référence du titulaire : POPAY AFRICA 2Xd Point E Villa B, Dakar

N°	RUBRIQUE	Constats et commentaires	Notation
1	Plan de passation de marchés	Le marché est mentionné dans le PPM. L'Avis général de passation de marchés n'a pas été communiqué à l'Auditeur. Il n'est pas possible d'attester de son existence. L'examen des DRP ne révèle pas de pratiques de fractionnement.	2
2	Publicité	La SENELEC a ciblé cinq cabinets spécialisés.	1
3	Délai accordé pour le dépôt des offres	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Date de l'Appel Ecrit à la Concurrence (AEC) : 04 septembre 2008. ▪ Date limite de dépôt des offres : 15 septembre 2008. <p>Donc onze jours.</p>	1
4	La liste restreinte est-elle composée d'au moins 5 candidats ?	<p>Les candidats présélectionnés sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> 1) Fax 33 820 80 74 CATALYST 2) Fax 33 867 39 54 SOLID 3) Fax 33 864 47 67 QUINTSENS 4) Fax 33 864 51 84 S2I 5) Email : bdiallo@popay.be POPAY AFRRICA <p>Pour CATALYST, 2SI et POPAY, il est possible d'attester la réception de l'AEC eu égard à leur proposition.</p> <p>Pour les autres, il n'y a pas de trace.</p>	2
5	Vérification de l'existence effective d'offres	<p>Trois offres sont constatées dans le dossier</p> <p>Candidats ayant déposé une offre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - CATALYST : 29 706 981 F.CFA - POPAY AFRICA: 17 054 882 F.CFA 	1
6	Procédure d'ouverture des offres	Il n'y a pas de feuille de présence ni de registre comportant les émargements des soumissionnaires.	2

7	Vérification des PV d'ouverture des offres	Le marché a été attribué à l'offre conforme (seule l'offre de POPAY est conforme dans son intégralité), la moins disante. Celle de POPAY (Confère point 5 ci-dessus). Le rapport d'évaluation est donc correct.	1
8	Documents contractuels	La DRP a fait l'objet du Bon de commande n° 200813801/0 du 18 novembre 2008 non signé. Le délai d'exécution est de 35 jours.	1
9	Exécution du contrat	Il n'y a aucune pièce relative à l'exécution dans le dossier communiqué.	2
10	Paielements	idem que 9	2
11	Compétitivité des prix	Les prix du contrat semblent compétitifs. Ils ne semblent pas plus élevés que ceux pratiqués sur le marché.	1
12	Recours et litiges	Il n'y a pas de litige. Selon les éléments de dossier mis à la disposition de la mission.	1
13	Vérification de l'exécution physique	Le bon de commande n'était pas encore signé.	N/A
14	Violations éventuelles de la réglementation	La phase « exécution » n'a pas été contrôlée du fait de l'absence de documents signalée aux points 9 et 10 ci-avant.	
15	Conclusion	Le dossier est incomplet en ce qui concerne l'exécution du marché.	2

Points de Vérification
Demande de Renseignements et de Prix (DRP)

Référence du marché : AEC n°052/08

Objet du marché : Fourniture de pièces mécaniques pour la C4

Montant du marché : 19 329 478 F.CFA (HTVA)

Référence du titulaire : IRM, 243 Av. Maurice Berteaux BP 6 5943 DST-POL-SUR-MER France

N°	RUBRIQUE	Constats et commentaires	Notation
1	Plan de passation de marchés	Le marché est identifié dans le PPM. L'Avis général de passation de marchés n'a pas été communiqué à l'Auditeur. Il n'est pas possible d'attester de son existence. L'examen des DRP ne révèle pas de pratiques de fractionnement.	2
2	Publicité	La DRP a fait l'objet de l'AEC n°052/08.	1
3	Délai accordé pour le dépôt des offres	Date de l'AEC : 11/03/2008 Date limite de dépôt des offres : 25/03/2008 Soit 14 jours	3
4	La liste restreinte est-elle composée d'au moins 5 candidats ?	Dix sociétés ont été ciblées : 1) AFKO : 33 832 19 65 2) AMI SA : 33 825 49 55 3) BERNABE : 33 823 34 20 4) MATFORCE : 33 839 95 50 5) MATEQUIP : 33 832 64 94 6) SAUDEQUIP : 33 832 56 60 7) SOFICA : 33 832 04 49 8) IRM 9) SESTI : 332 54 07 59 81 10) ITC	3
5	Vérification de l'existence effective d'offres	Quatre offres ont été constatées dans le dossier : - IRM, 243 Av. Maurice Berteaux France : 21 656 289 F.CFA - SOFICA, 28 rue Vincens, Dakar : 10 967 040 F.CFA - MATFORCE, BP 397, Dakar : 4 575 792 F.CFA - ITC, 38 rue Félix Faure à Dakar : 8 946 414 F.CFA	1

		<p>Toutes les offres sont partielles. L'offre D'IRM porte sur un nombre d'articles largement plus important par rapport aux autres soumissionnaires.</p> <p>Les offres des soumissionnaires sont bien archivées à l'exception de celle d'IRM.</p> <p>Toutes les entreprises soumissionnaires disposent d'un NINEA.</p> <p>Aucun document attestant de la réception effective de l'AEC par les entreprises sélectionnées n'a été versé au dossier communiqué.</p>	
6	Procédure d'ouverture des offres	Il n'y a pas de feuille de présence ni de registre comportant les émargements des soumissionnaires. Même si la procédure n'est pas obligatoire, elle constitue une bonne pratique.	2
7	Vérification des PV d'ouverture des offres	Le marché a été attribué à l'offre conforme la moins disante. Toutefois, le PV y relatif n'est pas joint.	2
8	Documents contractuels	La DRP a fait l'objet du Bon de commande n° 200811395/0 du 09 mai 2008.	1
9	Exécution du contrat	Il n'y a aucune pièce relative à l'exécution dans le dossier communiqué.	3
10	Paiements	idem que 9	3
11	Compétitivité des prix	La diversité des soumissionnaires permet d'affirmer que les prix sont ceux en usage.	1
12	Recours et litiges	Il n'y a pas de litige. Selon les éléments de dossier mis à la disposition de la mission.	1
13	Vérification de l'exécution physique	Il s'agit de matières consommables.	N/A
14	Violations éventuelles de la réglementation	Absence d'un procès verbal d'adjudication.	3
15	Conclusion	Le dossier est incomplet en ce qui concerne l'exécution du marché et les paiements correspondants.	2

Points de Vérification
Demande de Renseignements et de Prix (DRP)

Référence du marché : AEC n°177/08

Objet du marché : Fourniture de produits chimiques aux Centrales

Montant du marché : 12 797 520 F.CFA (HTVA)

Référence du titulaire : Polychimie, Km 2,7 Bd. Du Centenaire de la Commune de Dakar

N°	RUBRIQUE	Constats et commentaires	Notation
1	Plan de passation de marchés	Le marché n'a pas été identifié au niveau du PPM. Ce n'est pas obligatoire mais constitue une bonne pratique. L'Avis général de passation de marchés n'a pas été communiqué à l'Auditeur. Il n'est pas possible d'attester de son existence. L'examen des DRP ne révèle pas de pratiques de fractionnement.	2
2	Publicité	La DRP a fait l'objet de l'AEC n°177/08.	1
3	Délai accordé pour le dépôt des offres	<ul style="list-style-type: none">▪ Date de l'Appel Ecrit à la Concurrence (AEC) : 20 juin 2008▪ Date limite de dépôt des offres : 30 juin 2008 Donc dix jours.	1
4	La liste restreinte est-elle composée d'au moins 5 candidats ?	La DRP a fait l'objet d'AEC adressé par fax aux sociétés suivantes : <ul style="list-style-type: none">- SAHEL GAZ : 33 824 46 11- HALCO le Froid : 33 832 17 73- CESP : 33 842 75 32- POLYCHIMIE : 33 832 01 25- PMI : 33 864 35 32- BIOTECHNOLOGIE : 33 825 27 75- EXCEL DISTRIBUTION : 33 832 12 00- SOCHIM : 33 832 08 82- NALCO le Froid : 5, rue Rosa Bonheur France.	2

5	Vérification de l'existence effective d'offres	Trois offres partielles sont constatées dans le dossier. Candidats ayant déposé une offre : <ul style="list-style-type: none"> - NALCO le Froid : 5, rue Rosa Bonheur France : 28 456 870 F.CFA - POLYCHIMIE, Km 2,7 Bd. du Centenaire de la commune, Dakar : 12 858 000 F.CFA - EXCEL DISTRIBUTION, Km 5, Bd. du Centenaire de la commune, Dakar : 39 225 525 F.CFA. 	1
6	Procédure d'ouverture des offres	Il n'y a pas de feuille de présence ni de registre comportant les émargements des soumissionnaires. Ce n'est pas une obligation mais constitue une bonne pratique.	2
7	Vérification des PV d'ouverture des offres	Les offres des soumissionnaires ont bien été archivées. Toutes les entreprises ayant soumissionné disposent bien d'un NINEA. Les articles conformes et au titre desquels les soumissionnaires ont été moins disants ont été retenus.	1
8	Documents contractuels	La DRP a fait l'objet du Bon de commande n° 2008112359 du 23 juillet 2008. Le délai d'exécution est de 20 jours.	1
9	Exécution du contrat	Il n'y a aucune pièce relative à l'exécution dans le dossier communiqué.	2
10	Paielements	idem que 9.	2
11	Compétitivité des prix	La diversité des soumissionnaires permet d'attester que les prix sont ceux en usage.	1
12	Recours et litiges	Il n'y a pas de litige. Selon les éléments de dossier mis à la disposition de la mission.	1
13	Vérification de l'exécution physique	Il s'agit de matières consommables.	N/A
14	Violations éventuelles de la réglementation	La partie « exécution » n'a pas pu être vérifiée du fait de l'absence de documents signalée aux points 9 et 10.	3
15	Conclusion	Le dossier est incomplet en ce qui concerne l'exécution du marché.	2

Points de Vérification
Demande de Renseignements et de Prix (DRP)

Référence du marché : AEC n°258/08

Objet du marché : Fourniture d'outillage pour la Direction de la production

Montant du marché : 13 931 240 F.CFA (HTVA)

Référence du titulaire : CODAC, Km 4 Bd. Du Centenaire de la Commune de Dakar

N°	RUBRIQUE	Constats et commentaires	Notation
1	Plan de passation de marchés	Le marché n'a pas été identifié au niveau du PPM. Ce n'est pas obligatoire mais constitue une bonne pratique. L'Avis général de passation de marchés n'a pas été communiqué à la mission après relance. Il n'est pas possible d'attester de son existence. L'examen des DRP ne révèle pas de pratiques de fractionnement.	2
2	Publicité	La DRP a fait l'objet de l'AEC n°177/08.	1
3	Délai accordé pour le dépôt des offres	<ul style="list-style-type: none">▪ Date de l'Appel Ecrit à la Concurrence (AEC) : 11 septembre 2008▪ Date limite de dépôt des offres : 30 septembre 2008 Donc dix jours.	1
4	La liste restreinte est-elle composée d'au moins 5 candidats ?	La DRP a fait l'objet d'AEC adressé par fax aux sociétés suivantes : <ul style="list-style-type: none">- SAHEL GAZ : 33 824 46 11- Les galeries du Sénégal- SOFICA- AFKO- MATFORCE- SOCER- CODAK- CGE- SAHEL GAZ- SATA- SYSNER	1

5	Vérification de l'existence effective d'offres	Quatre offres partielles sont constatées dans le dossier Candidats ayant déposé une offre : - CODAK : Km 4, Bd. de la commune : 13 931 240 F.CFA - AFICO, Pont de Colobane, BP 2056, Dakar : 149 600 F.CFA - SOFICA, Km 4, Bd. du Centenaire de la commune, Dakar : 2 917 240 F.CFA - TAYSSIRE, Ouest Foire n° 201 à Dakar : 1 840 749 F.CFA.	1
6	Procédure d'ouverture des offres	Il n'y a pas de feuille de présence ni de registre comportant les émargements des soumissionnaires. Cette pratique ne constitue pas une obligation mais une bonne pratique.	2
7	Vérification des PV d'ouverture des offres	Le PV d'ouverture des offres n'a pas été versé au dossier communiqué à l'Auditeur. Les articles conformes et au titre desquels les soumissionnaires ont été moins disants ont été retenus.	1
8	Documents contractuels	La DRP a fait l'objet du Bon de commande n°2008138 23 du 19 novembre 2008. Le délai d'exécution est de 45 jours.	1
9	Exécution du contrat	Il n'y a aucune pièce relative à l'exécution dans le dossier communiqué.	2
10	Paiements	idem que 9.	2
11	Compétitivité des prix	La diversité des soumissionnaires permet d'attester que les prix sont ceux en usage.	1
12	Recours et litiges	Il n'y a pas de litige. Selon les éléments de dossier mis à la disposition de la mission.	1
13	Vérification de l'exécution physique	Il s'agit de matières consommables.	N/A
14	Violations éventuelles de la réglementation	La partie « exécution » n'a pas pu être vérifiée du fait de l'absence de documents signalée aux points 9 et 10.	3
15	Conclusion	Le dossier est incomplet en ce qui concerne l'exécution du marché.	2

Points de Vérification
Demande de Renseignements et de Prix (DRP)

Référence du marché : AEC n°89/08

Objet du marché : Fourniture et installation d'une pompe de gavage

Montant du marché : 24 598 387 F.CFA (HTVA)

Référence du titulaire : FLOWSERVE POMPE, 13 rue Maurice Trintignant,
72234 Arnage Cedex France

N°	RUBRIQUE	Constats et commentaires	Notation
1	Plan de passation de marchés	Le marché a été identifié au niveau du PPM. L'Avis général de passation de marchés n'a pas été communiqué à la mission après relance. Il n'est pas possible d'attester de son existence. L'examen des DRP ne révèle pas de pratiques de fractionnement.	1
2	Publicité	La DRP a fait l'objet de l'AEC n°89/08 .	1
3	Délai accordé pour le dépôt des offres	<ul style="list-style-type: none">▪ Date de l'Appel Ecrit à la Concurrence (AEC) : 15 avril 2008▪ Date limite de dépôt des offres : 23 avril 2008 Donc huit jours.	1
4	La liste restreinte est-elle composée d'au moins 5 candidats ?	La DRP a fait l'objet d'AEC adressé par fax aux sociétés suivantes : <ul style="list-style-type: none">- FLOWSERVICE- IRM- MANDIESEL- UNIBANCOP Aucun document attestant la réception de l'AEC par les sociétés présélectionnées n'est versé dans le dossier communiqué à l'auditeur.	3
5	Vérification de l'existence effective d'offres	Aucune offre n'a été reçue selon les éléments de dossier communiqués.	1
6	Procédure d'ouverture des offres	Il n'y a pas de feuille de présence ni de registre comportant les émargements des soumissionnaires. Cette pratique ne constitue pas une obligation mais une bonne pratique.	2

7	Vérification des PV d'ouverture des offres	Aucun document attestant une relance de cet AEC ne figure dans le dossier transmis à l'Auditeur. Le contrat a finalement été attribué à FLOWSERVE France pour un montant de 37 500 EUR, soit 24 598 387 F.CFA, HTVA. Aucun document attestant les raisons du choix de l'entreprise FLOWSERVE n'a été versé dans le dossier communiqué à l'Auditeur.	1
8	Documents contractuels	La DRP a fait l'objet du Bon de commande n° 200812540/0 du 07 août 2008. Le délai d'exécution est de 28 jours.	1
9	Exécution du contrat	Il n'y a aucune pièce relative à l'exécution dans le dossier communiqué.	2
10	Paielements	idem que 9.	2
11	Compétitivité des prix	Les conditions d'octroi de ce marché ne permettent pas à l'Auditeur d'attester que les prix sont compétitifs.	N/A
12	Recours et litiges	Il n'y a pas de litige. Selon les éléments de dossier mis à la disposition de la mission.	1
13	Vérification de l'exécution physique	Non effectuée.	N/A
14	Violations éventuelles de la réglementation	Non respect des dispositions du CMP, notamment l'article 77-2 recommandant d'arrêter une liste d'au moins 5 entreprises. Il n'a pas été par ailleurs présenté un PV d'attribution.	3
15	Conclusion	Aucune pièce ne permet d'attester que 5 sociétés ont été présélectionnées pour cet Appel Ecrit à la Concurrence. Le dossier est par ailleurs incomplet en ce qui concerne l'exécution du marché. Procédure non satisfaisante.	3

Points de Vérification
Demande de Renseignements et de Prix (DRP)

Référence du marché : AEC n°153/08

Objet du marché : Pièces de rechange pour automate TSX

Montant du marché : 13 962 575 F.CFA (HTVA)

Référence du titulaire : ELOF SARL, rue 22 x 15 Médina Dakar

N°	RUBRIQUE	Constats et commentaires	Notation
1	Plan de passation de marchés	Le marché n'a pas été identifié au niveau du PPM. Celle-ci n'est pas obligatoire en 2008 mais constitue une bonne pratique. L'Avis général de passation de marchés n'a pas été communiqué à la mission après relance. Il n'est pas possible d'attester son existence. L'examen des DRP ne révèle pas de pratiques de fractionnement.	2
2	Publicité	La DRP a fait l'objet de l'AEC n°153/08.	1
3	Délai accordé pour le dépôt des offres	<ul style="list-style-type: none">▪ Date de l'Appel Ecrit à la Concurrence (AEC) : 27 juin 2008▪ Date limite de dépôt des offres : non spécifié Toutefois, l'ouverture des offres a eu lieu, le 07 juillet 2008.	1
4	La liste restreinte est-elle composée d'au moins 5 candidats ?	La DRP a fait l'objet d'AEC adressé par fax aux sociétés suivantes : <ul style="list-style-type: none">- TIWA : 33 825 39 37- ELOF : 33 822 91 11- GIRELEC : 33 832 16 68- MATELEC : 33 822 34 59- SCHNEIDER ELECTRIQUE : 33 824 00 74- WARTSILA : 33 832 10 25- TOPATO : 33 823 80 01- GROUPE DISSO : 33 867 49 78- EQUIP PLUS : 33 832 03 87. Tous les candidats présélectionnés ont reçu l'AEC comme le prouvent les rapports de fax envoyés.	1

5	Vérification de l'existence effective d'offres	<p>Cinq offres sont constatées dans le dossier.</p> <p>Candidats ayant déposé une offre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - ELOF SARL, rue 22 x 15 Médina, Dakar: 13 962 557 F.CFA - EQUIP PLUS ? Km 3,5 Bd. du Centenaire de la commune, Dakar : 51 366 386 F.CFA - CASSIS FROID, 31 rue Moussé DIOP à Dakar : 13 777 065 F.CFA - GPI, Bel Air, BP 50 414 à Dakar: 22 780 620 F.CFA - GIRELEC, Liberté 6 Extension, lot n° 20, BP 7582 à Dakar : 23 511 294 F.CFA. 	1
6	Procédure d'ouverture des offres	Il n'y a pas de feuille de présence ni de registre comportant les émargements des soumissionnaires. Cette pratique ne constitue pas une obligation mais une bonne pratique.	2
7	Vérification des PV d'ouverture des offres	Le marché n'a pas été attribué à l'offre conforme la moins disante. L'offre la moins disante est celle de CASSIS Froid (13 777 065). Les raisons du choix d'ELOF SARL ne sont pas précisées. Il n'y a pas également de PV d'attribution.	1
8	Documents contractuels	La DRP a fait l'objet du Bon de commande n° 200812542 du 07 août 2008. Le délai d'exécution est de 72 jours.	1
9	Exécution du contrat	Il n'y a aucune pièce relative à l'exécution dans le dossier communiqué.	2
10	Paielements	idem que 9.	2
11	Compétitivité des prix	Non vérifiable.	N/A
12	Recours et litiges	Il n'y a pas de litige. Selon les éléments de dossier mis à la disposition de la mission.	1
13	Vérification de l'exécution physique	Il s'agit de matières consommables.	N/A
14	Violations éventuelles de la réglementation	Non respect des dispositions de l'article 77-3 recommandant l'attribution du marché au candidat ayant soumis l'offre évaluée la moins disante et absence de PV d'attribution.	3
15	Conclusion	Le choix du soumissionnaire n'a pas respecté la règle du moins-disant. Par ailleurs, le dossier est incomplet en ce qui concerne l'exécution du marché.	2

ANNEXES

Annexe n°1	Commentaires de l'Autorité Contractante sur le rapport provisoire
Annexe n°2	Réponse de l'Auditeur

REPONSE DE L'AUDITEUR AUX OBSERVATIONS DE LA SENELEC